



# La démocratie en Afrique

## La demande, l'offre, et le 'démocrate insatisfait'

Par Robert Mattes

## Introduction

La menace grandissante que constituent pour la démocratie les mouvements populistes et les dirigeants autoritaires occupe une place prépondérante dans les débats politiques actuels. Pourtant, les politologues qui se penchent sur cette question parviennent à des conclusions divergentes, souvent parce qu'ils se servent de différentes mesures et normes de démocratie. Certains affirment que le monde vit une récession démocratique, les pays connaissant de récents déclin de la qualité de la démocratie dépassant le nombre de ceux où elle s'est améliorée (Diamond, 2015; Lührmann, Mechkova, & Wilson, 2017; Economist, 2018; Freedom House, 2018). D'autres encore ne perçoivent soit aucun déclin (Levitsky, 2015), soit qu'une toute petite variation (Jiménez, 2017; Skaaning & Jiménez, 2017).

En Afrique, Freedom House a observé une baisse significative des droits politiques, des libertés civiles, et de la qualité globale de la démocratie. Les plus grands changements se sont observés au sein de pays précédemment considérés comme « partiellement libre », dont beaucoup sont passés au statut « pas libre ». Les analystes ont observé que c'est souvent le cas des régimes hybrides qui s'appuient sur une législation anti-terroriste pour réduire l'espace démocratique (Temin, 2017) ou des gouvernements qui répondent à l'accroissement de la concurrence électorale par la restriction des partis d'opposition et des organisations les plus critiques de la société civile (Cheeseman, 2019). D'autre part, V-Dem Institute perçoit plus de changement positif que négatif en Afrique (Lührmann et al., 2018).

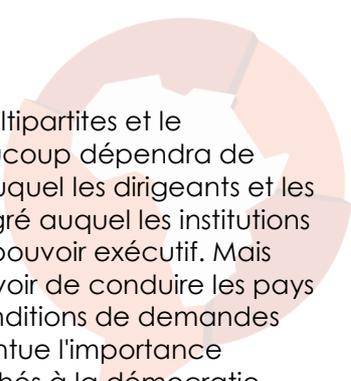
L'opinion publique Africaine semble incarner ce sens de divergence. Tandis que Yasha Mounk (2018) semblait trouver un déclin systématique dans l'attachement des citoyens à la démocratie à travers la plupart des démocraties établies d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest, les réponses des Africains aux questions posées par les enquêteurs d'Afrobaromètre au cours de la décennie écoulée présentent un tableau plus varié et complexe.

Au niveau le plus global, le tableau semble relativement clair et simple: L'Africain moyen est fortement attaché à la démocratie et contre les régimes autoritaires, et maintient cette position depuis plus d'une décennie.

Cependant, ce tableau représentatif d'un engagement démocratique total varie radicalement lorsque nous affinons notre concentration pour la porter uniquement sur les gens qui expriment toujours des préférences pro-démocratiques à travers plusieurs différentes questions d'enquête – ceux qu'Afrobaromètre décrit comme « demandeurs de démocratie » (Bratton, Mattes, & Gyimah-Boadi, 2005). Au vu de ces critères exigeants, moins de la moitié de tous les Africains méritent l'appellation de démocrates accomplis. Et les niveaux d'engagement varient fortement selon la catégorie démographique et le niveau d'implication politique.

Le tableau devient encore plus complexe lorsque nous nous penchons sur des pays spécifiques ou adoptons une vision à plus long terme. Dans certains pays, les publics sont fortement attachés à la démocratie, tandis qu'ailleurs les gens y sont complètement indifférents. De même, certaines sociétés développent des opinions plus favorables à la démocratie dans le temps, alors que d'autres s'orientent précisément dans le sens inverse. Ces tendances que l'on observe dans les pays individuellement pris pourraient avoir encore plus d'importance que les tendances au niveau du continent pris dans sa globalité.

L'on observe le même type de complexité lorsque nous examinons les appréciations que font les gens de la démocratie. Une petite majorité des Africains que nous avons interviewé affirment que leur pays est une démocratie, et quelque peu moins de gens sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie – deux indicateurs qu'Afrobaromètre combine pour mesurer l'« offre de démocratie » telle que perçue. De façon globale, les Africains affirment obtenir moins de démocratie qu'ils n'en demandent. Mais dans certains pays, l'offre de démocratie est plus élevée que la demande. Et alors que cette offre augmente dans certains pays, elle diminue dans d'autres.



Quel est l'impact de ces résultats mitigés sur la survie des régimes multipartites et le renforcement de la démocratie en Afrique? Bien évidemment, beaucoup dépendra de facteurs autres que ce que les citoyens pensent, comme le degré auquel les dirigeants et les élites d'un pays tiennent aux valeurs démocratiques, ainsi que le degré auquel les institutions de contre-pouvoir (pouvoir législatif, pouvoir judiciaire) contrôlent le pouvoir exécutif. Mais nous soutenons que les demandes populaires ont également le pouvoir de conduire les pays vers la démocratie, et que ceci est plus probable dans certaines conditions de demandes populaires élevées, mais insatisfaites. En particulier, ce rapport accentue l'importance spécifique des citoyens qui non seulement sont profondément attachés à la démocratie mais adoptent également une perspective critique envers les dirigeants et institutions actuels de leur pays – autrement dit, ces citoyens qui demandent la démocratie et pensent qu'ils ne l'ont pas. Nous décrivons ces citoyens comme des « démocrates insatisfaits ». Pour ce qui est de l'importance de l'engagement citoyen à la démocratie pour la survie et la qualité de la démocratie, des indices portent à croire que ce sont ces démocrates insatisfaits qui importent le plus.

Alors que moins d'un Africain sur six se présentent comme des démocrates insatisfaits au cours de notre tout dernier round d'enquêtes, leur proportion est beaucoup plus grande dans certains pays où les processus électoraux sont profondément entachés d'irrégularités et où les forces d'opposition sont persécutées ou intimidées, suggérant une lutte continue entre la démocratie et l'autocratie. Cependant, les démocrates insatisfaits sont particulièrement peu nombreux dans d'autres pays où l'espace vital de l'opposition s'est récemment rétréci, offrant très peu d'éléments de preuve pour penser que d'autres restrictions rencontreront une résistance populaire.

## Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays d'Afrique. Six Rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2015. Les résultats des enquêtes du Round 7, conduites avec plus de 45.000 répondants dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018, sont actuellement en cours de diffusion. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, y compris les Pan-Africa Profiles, notre série d'analyses transnationales au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire dans notre liste de distribution à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette synthèse de politique s'appuie essentiellement sur les données du Round 7, avec des comparaisons temporelles pour 33 pays qui ont été enquêtés aussi bien durant le Round 6 (2014/2015) et le Round 7, ainsi que des périodes de comparaisons plus longues pour les pays qui ont régulièrement été enquêtés depuis une décennie (voir l'Annexe pour une liste des pays et dates d'enquête). Les données sont pondérées de sorte que les échantillons soient nationalement représentatifs. Chaque pays est équitablement pondéré; les données à l'échelle continentale sont donc les moyennes des données nationales, sans ajustement par rapport à la taille des populations nationales.

## Résultats clés

- À travers 34 pays enquêtés, l'Africain lambda préfère toujours le régime démocratique. Comme lors du round d'enquêtes précédent, plus de deux-tiers (68%) affirment que la démocratie est toujours la meilleure forme de gouvernement. Par ailleurs, plus de sept sur 10 rejettent l'abandon des élections multipartites en faveur

d'un régime où tout le pouvoir est concentré entre les mains d'un homme fort (78%), un système de parti unique (74%), ou un régime militaire (72%).

- Cependant, cette conclusion apparemment optimiste est nuancée par trois formes importantes de divergence dans les attitudes populaires envers la démocratie:
  - D'abord, les différents répondants présentent des variations considérables dans leur degré d'engagement. Tandis qu'entre deux-tiers et trois-quarts de toutes les personnes sont d'accord avec au moins une de nos questions-signatures sur la démocratie et l'autocratie, quatre sur 10 (42%) seulement sont simultanément d'accord avec toutes les quatre – une mesure de ce que nous appelons « demande de démocratie » populaire.  
L'attachement des citoyens à la démocratie varie également de façon importante à travers les catégories démographiques. La demande est la plus élevée parmi ceux qui vivent en milieu urbain et font des métiers de classe moyenne. Les femmes sont sensiblement moins susceptibles de demander la démocratie que des hommes.  
Mais les attitudes envers la démocratie sont encore plus ancrées dans les capacités cognitives, la demande étant la plus élevée parmi ceux qui ont reçu l'éducation universitaire, s'intéressent de près à la politique, et/ou lisent fréquemment les journaux et se servent de l'Internet.
  - Ensuite, les pays présentent de grosses divergences dans leurs attitudes par rapport à la démocratie. Tandis que deux-tiers des répondants en Zambie (67%) et de Maurice (66%) préfèrent la démocratie et rejettent chacune des trois formes de régime autoritaire, moins d'un quart sont du même avis en Afrique du Sud (23%), au Burkina Faso (23%), à Madagascar (22%), en Mozambique (21%), au Lesotho (19%), en Tunisie (17%), et en eSwatini (15%).
  - Enfin, les attitudes nationales ont suivi des parcours très différents dans le temps. Au cours des trois dernières années, la demande de démocratie a régressé dans 14 pays et s'est accrue dans sept pays seulement. Sur une décennie, cependant, la demande s'est accrue dans huit pays et a régressé dans quatre seulement.
- Un peu plus de la moitié (51%) de tous les Africains enquêtés affirment que leur pays est une démocratie entière ou une démocratie avec des problèmes mineurs. Mais 43% seulement sont satisfaits ou très satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Et 34% seulement affirment à la fois vivre dans une démocratie et être satisfaits, ce qui signifie qu'ils perçoivent ce que nous appelons une offre suffisante de démocratie.
- À travers l'Afrique, l'offre de démocratie perçue est inférieure à la demande, ce qui signifie que beaucoup de gens obtiennent moins de démocratie qu'ils ne désirent. Pour la plupart, les appréciations des Africains par rapport à la qualité de la démocratie dans leur pays correspondent aux appréciations des experts externes. Cependant, un grand nombre de personnes pensent vivre dans une démocratie alors que, selon plusieurs appréciations d'experts, ils ne le sont pas en réalité. Cet état de choses est particulièrement pertinent dans des pays comme la Tanzanie, le Kenya, et la Gambie.
- Les éléments de preuve disponibles suggèrent que la démocratie est la plus assurée contre un recul lorsqu'une proportion significative des citoyens demandent la démocratie et demeurent cependant insatisfaits de sa performance. Notre découverte probablement la plus inquiétante est que moins d'un Africain sur six (15%) se présentent comme des « démocrates insatisfaits ».

## La bonne nouvelle

Depuis 2000, Afrobaromètre a posé aux répondants la même série de questions clés pour mesurer leurs préférences en ce qui concerne les régimes politiques. Pour évaluer le niveau du soutien populaire à la démocratie, nous demandons:

*Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?*

*Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.*

*Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.*

*Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.*

Sur la base d'entretiens réalisés avec plus de 45.000 citoyens à travers 34 pays d'Afrique en 2016/2018, l'Africain moyen perçoit la démocratie comme le type de régime préféré. Plus de deux-tiers (68%) de tous les répondants affirment que la démocratie est préférable. Un sur huit (13%) seulement pensent qu'un régime non-démocratique est parfois préférable, et le reste affirment que le type de régime politique « importe peu » (15%) ou qu'ils « ne savent pas » (4%).

Cependant, beaucoup de spécialistes en opinion publique s'inquiètent de la validité des réponses aux questions contenant le « mot d- ». Ils précisent que les gens peuvent avoir des opinions largement divergentes de ce que « démocratie » signifie, ou que les répondants peuvent simplement donner des réponses socialement désirables à une question « relative à la patrie ». Ainsi, pour sonder la force de l'attachement populaire à la démocratie, nous demandons également aux gens d'évaluer les autres types de régimes non-démocratiques en demandant:

*Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?*

*A. Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.*

*B. L'armée intervient pour diriger le pays.*

*C. Les élections et le Parlement sont abolis de sorte que le président puisse seul décider de tout.*

Nous constatons que ces inquiétudes sont mal à propos. Les réponses à cette seconde série de questions sont largement conformes à celles relatives à la question avec le « mot d- » (démocratie). À travers les 34 pays enquêtés, au moins sept sur 10 répondants rejettent les dictatures présidentielles (78%), les systèmes de parti unique (74%), et les régimes militaires (72%) (Figure 1). Ainsi, non seulement les gens affirment-ils soutenir la démocratie, mais l'Africain lambda s'oppose également aux genres mêmes d'autoritarisme que la plupart des pays africains ont connu par le passé. En effet, l'opposition à ces solutions alternatives est plus élevée que le soutien franc à la démocratie, suggérant que les Africains sont quelque peu plus sûrs du type de régime dont ils ne veulent pas.

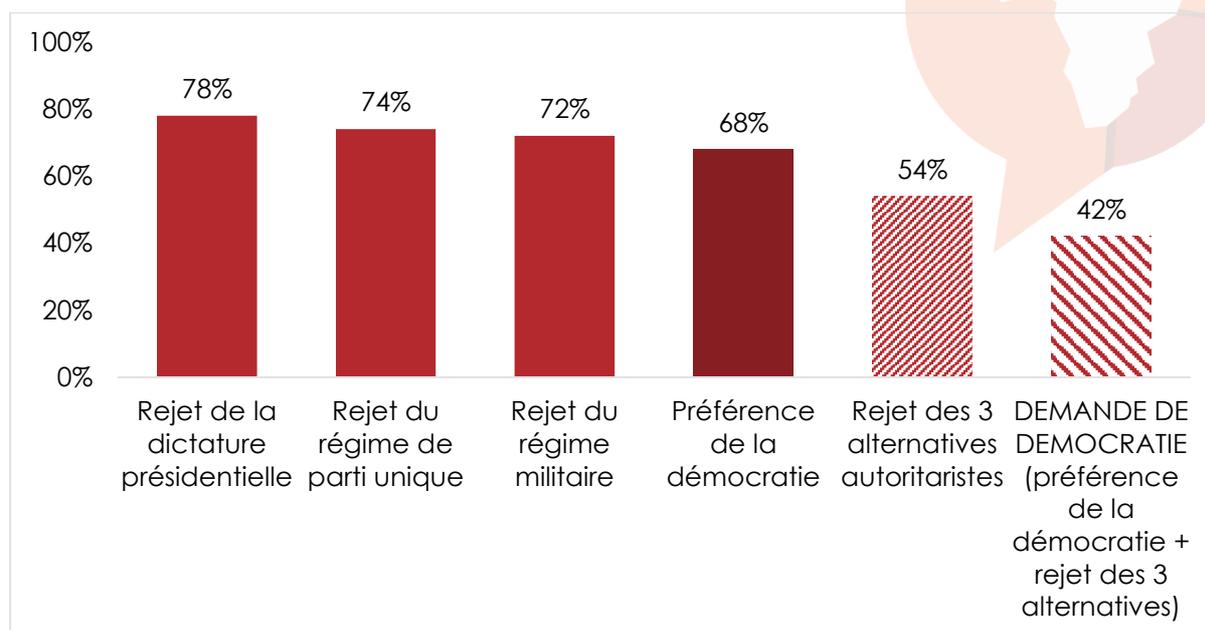
Des proportions non-négligeables de personnes approuvent explicitement les pratiques autoritaires: Au moins un répondant sur cinq soutiennent l'idée d'un régime militaire (22%) ou d'un état à parti unique (20%), et 12% sont prêts à accepter un pouvoir exécutif absolu.

Comme pour s'opposer à l'opinion selon laquelle la préférence populaire pour la démocratie serait sur le déclin, un examen dans le temps des 33 pays qui étaient également enquêtés durant le Round 6 (2014/2015)<sup>1</sup> révèle que le soutien à la démocratie et le rejet de la dictature présidentielle demeurent inchangés, quand bien même il y a des régressions légères quoique statistiquement significatives du rejet du régime à parti unique (de 79% à 74%) et du rejet du régime militaire (74% à 71%).

---

<sup>1</sup> Des 34 pays enquêtés durant le Round 7, seule la Gambie n'était pas concernée par le Round 6.

**Figure 1: Indicateurs principaux relatifs à la demande de démocratie | 34 pays**  
| 2016/2018



#### Questions posées aux répondants:

Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

(% qui répondent que la démocratie est préférable)

Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?

A. Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.

B. L'armée intervient pour diriger le pays.

C. Les élections et le Parlement sont abolis de sorte que le président puisse seul décider de tout.

(% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

### Points de vue divergents des Africains

Quand bien même l'Africain lambda préfère la démocratie et rejette les autres types de régimes autoritaires, l'image d'un consensus continental en faveur de la démocratie devrait être nuancée par trois formes importantes de divergence dans les attitudes populaires envers la démocratie: le caractère (in)constant des réponses à travers ces questions, la divergence des résultats à travers les publics nationaux, et les sens opposés vers lesquels les diverses sociétés sont allées avec le temps.

#### Divergences au niveau individuel

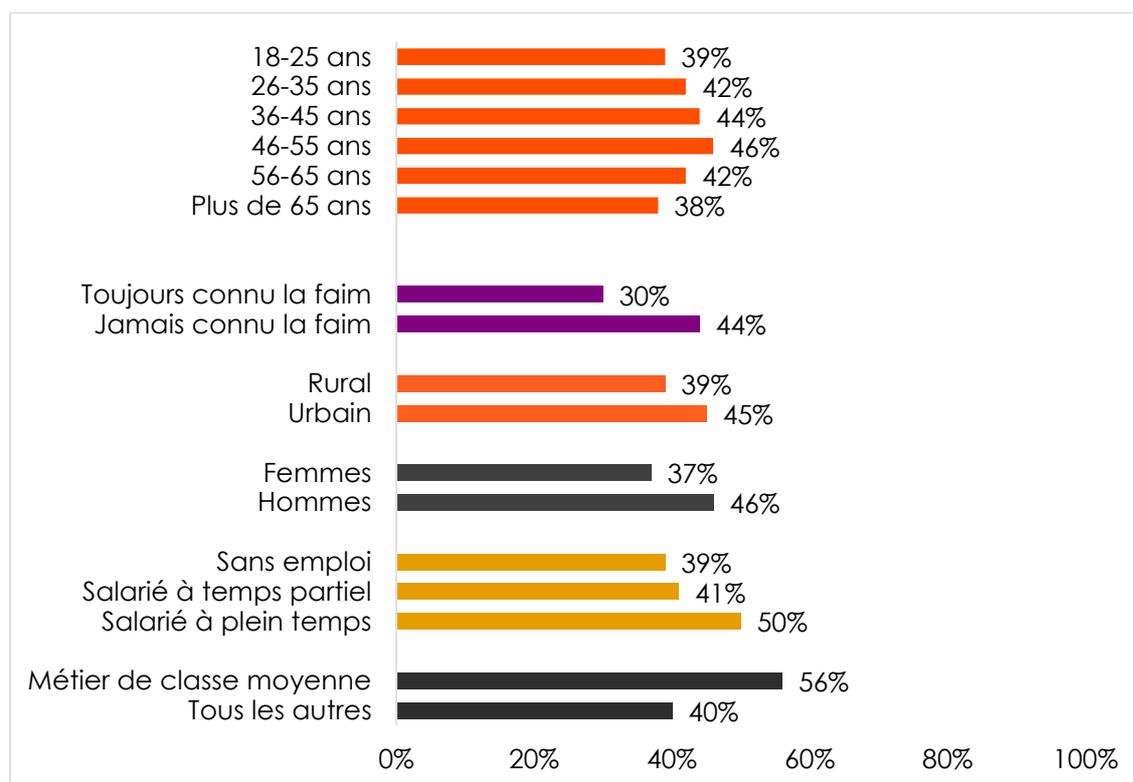
Quand bien même une grande majorité des répondants sont d'accord avec tous les indicateurs pro-démocratiques discutés dans la section précédente, moins de la moitié sont systématiquement d'accord avec tous ces sentiments à la fois. Une petite majorité (54%) rejettent systématiquement le régime militaire, la dictature présidentielle<sup>2</sup>, et le système

<sup>2</sup> Notons que la question relative à la dictature présidentielle n'a pas été posée en eSwatini au cours du Round 7. Nous avons donc substitué une question semblable en eSwatini qui demande aux répondants si « le président doit toujours obéir aux lois et tribunaux, même quand il pense qu'ils ont tort ».

d'état à parti unique. Et lorsque nous ajoutons la condition qui veut qu'un démocrate engagé préfère également la démocratie, le pourcentage chute davantage: Quatre sur 10 (42%) seulement sont d'accord avec tous les quatre éléments, ou « demandent la démocratie » (Figure 1).

Par ailleurs, le niveau de demande constante de démocratie varie grandement à travers les catégories démographiques et sociales (Figure 2). Par exemple, la demande est plus élevée parmi les hommes (46%) que les femmes (37%) et parmi les citadins (45%) que les résidents ruraux (39%). Elle est également plus élevée parmi les répondants d'âge moyen (46% des 46-55 ans) que chez les personnes plus jeunes ou plus âgées (39% des 18-25 ans, et 38% des plus de 66 ans).

**Figure 2: Demande de démocratie** | par groupe démographique | 34 pays  
| 2016/2018



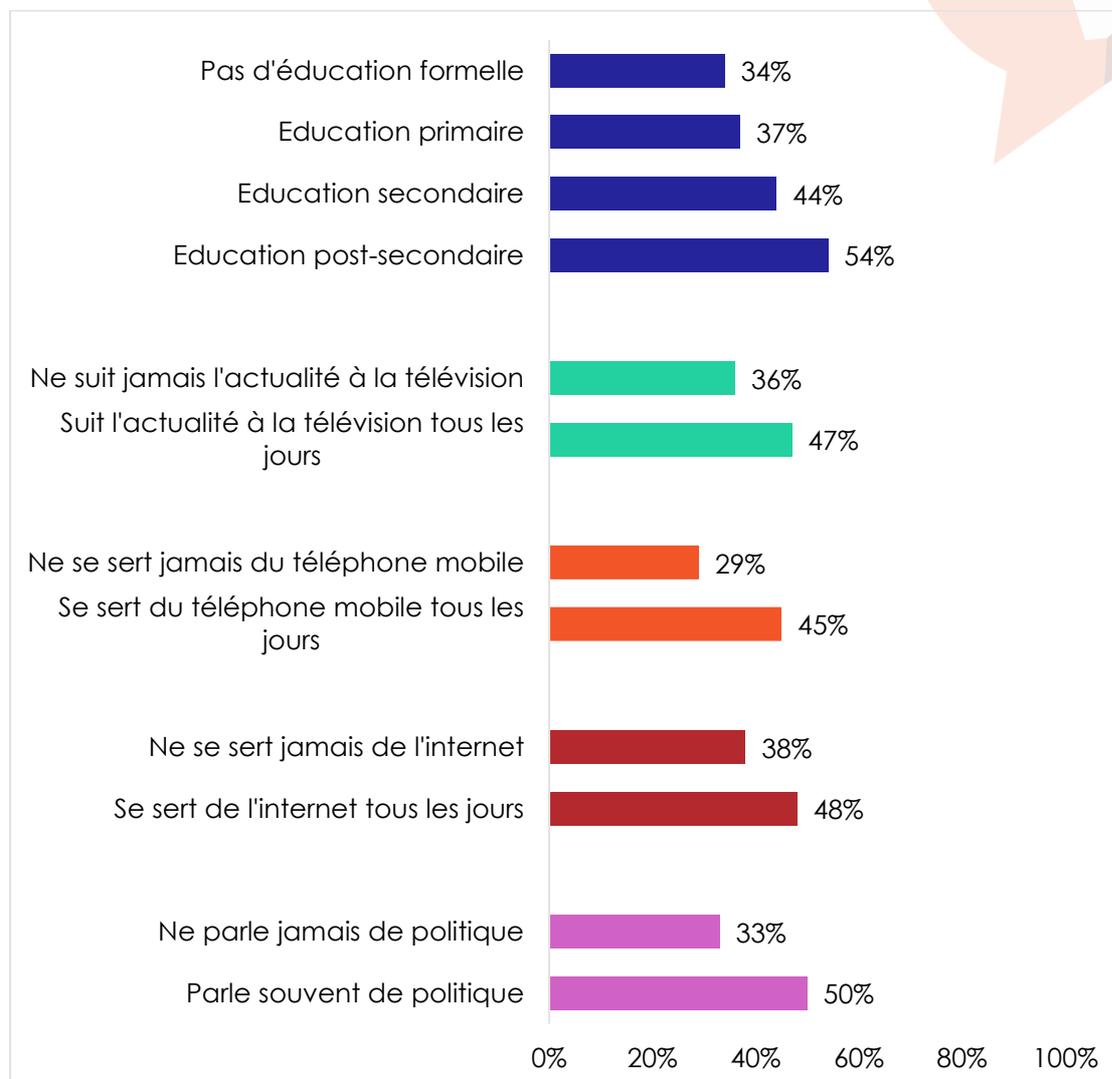
La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires, désagrégés par groupe démographique.

La demande est également plus élevée parmi les répondants les plus économiquement sûrs. Par exemple, de ceux qui ont affirmé à Afrobaromètre qu'ils n'ont jamais connu la pénurie alimentaire durant les 12 derniers mois, 44% sont des démocrates engagés, contre 30% seulement de ceux qui ont affirmé avoir « toujours » vécu sans suffisamment de subsistance. Et un demi (50%) des personnes ayant un emploi à plein temps demandent la démocratie, contre 39% des répondants sans emploi. La demande monte jusqu'à 56% parmi ceux qui ont un métier de classe moyenne (entrepreneurs et professionnels), contre 40% seulement de tous les autres répondants.

La divergence est encore plus voyante lorsque l'on compare les gens à divers niveaux d'engagement et de conscience politiques et sociaux (Figure 3). Par exemple, les gens qui discutent fréquemment de politique avec les amis et la famille sont plus susceptibles de 17 points de pourcentage à demander la démocratie que ceux qui ne le font jamais (50% contre 33%). Les tendances sont les mêmes pour ce qui est de s'informer de l'actualité par la télévision ou de faire plutôt usage de l'Internet ou des téléphones mobiles. Les divergences

sont plus élevées quant à l'enseignement formel. Parmi ceux qui ont reçu une éducation post-secondaire, la demande est plus élevée d'au moins 20 points de pourcentage (54%) que celle qu'affichent ceux qui n'ont pas eu d'éducation formelle (34%).

**Figure 3: Demande de démocratie** | par indicateur cognitif | 34 pays | 2016/2018

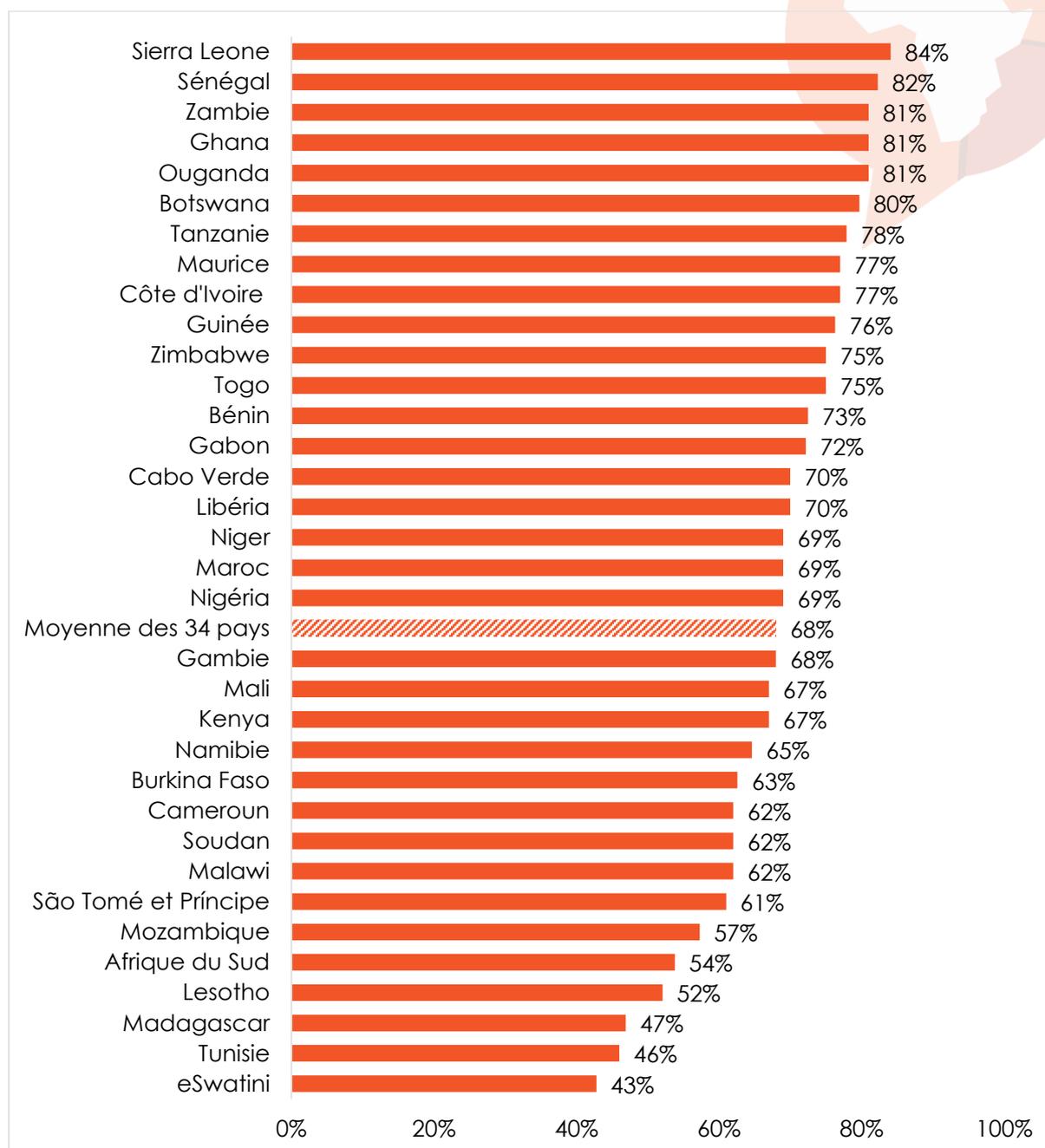


La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires, désagrégé par indicateur cognitif.

### Variation à travers les pays

D'une perspective continentale, l'Africain moyen soutient la démocratie. Mais, il n'en est pas de même au niveau national. En effet, il existe un écart de 41 points de pourcentage entre les pays qui affichent les niveaux de soutien le plus élevé et le plus faible (Figure 4). Quand bien même 68% de tous les Africains interviewés affirment préférer la démocratie, le chiffre grimpe jusqu'à 84% en Sierra Leone, un pays qui vient juste d'opérer avec succès un changement de régime après que le gouvernement précédent a respecté les limites constitutionnelles à son mandat. Le soutien est également très élevé dans certaines des démocraties les plus établies en Afrique, comme le Sénégal (82%), le Ghana (81%), le Botswana (80%), et Maurice (77%). Mais il demeure également élevé même dans certains pays dont les présidents ont activement essayé de réduire les espaces démocratiques et de harceler les forces de l'opposition, comme la Zambie (81%), l'Ouganda (81%), et la Tanzanie (78%). Cependant, moins de la moitié de tous les citoyens préfèrent la démocratie à Madagascar (47%), en Tunisie (46%), et en eSwatini (43%).

**Figure 4: Soutien à la démocratie** | 34 pays | 2016/2018



**Question posée aux répondants:**

*Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?*

*Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.*

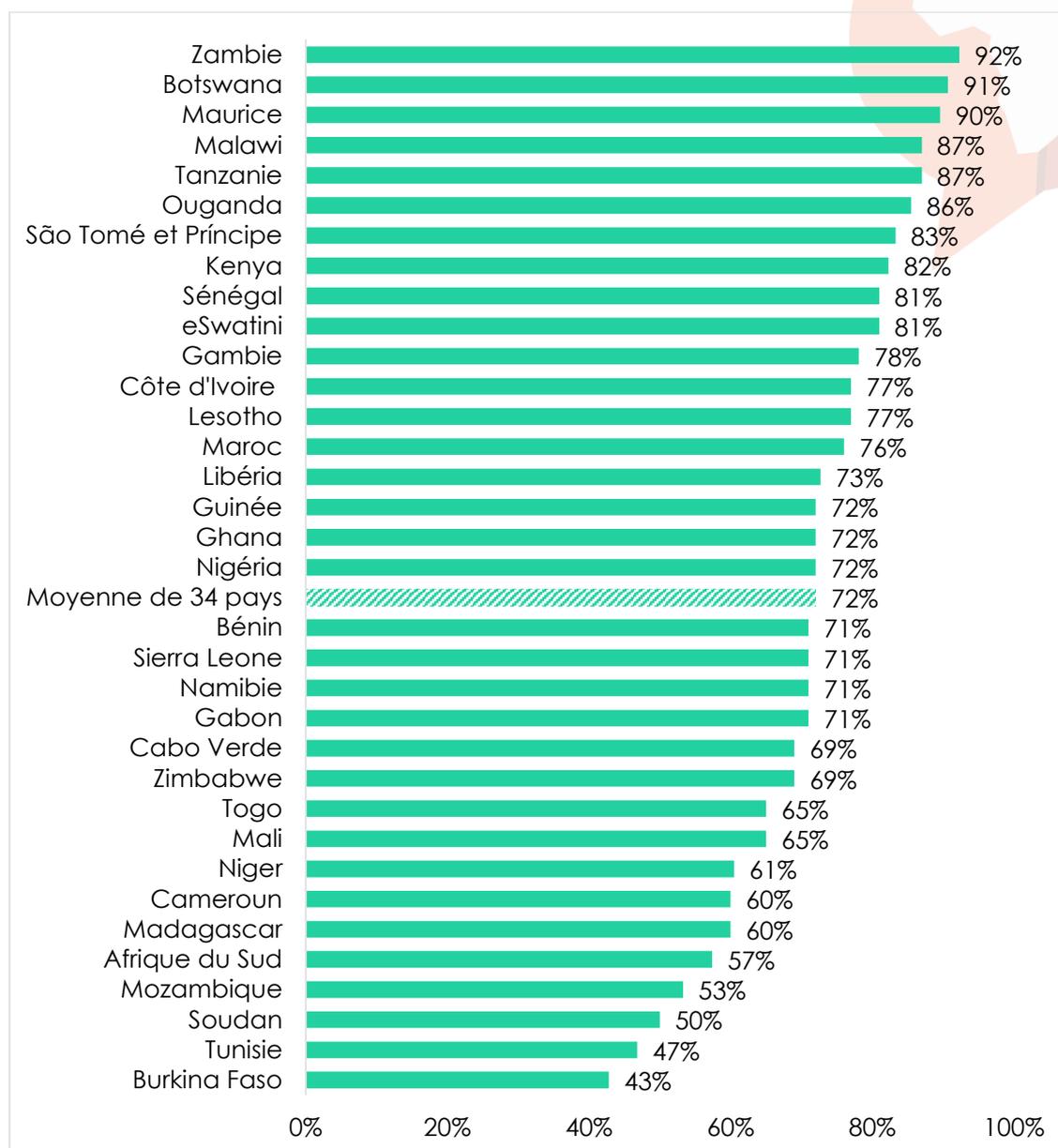
*Affirmation 2: Un gouvernement non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.*

*Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.*

*(% qui répondent que la démocratie est préférable)*

Il existe de plus grandes disparités entre pays lorsque nous nous penchons sur le rejet de l'autoritarisme. Pour le rejet du régime militaire, il y a un écart de 49 points de pourcentage entre la tête de peloton, la Zambie (92%), et la queue de peloton, le Burkina Faso (43%). Le rejet régresse également à moins de six sur 10 en Afrique du Sud, en Mozambique, au Soudan, et en Tunisie (Figure 5).

**Figure 5: Rejet du régime de type militaire | 34 pays | 2016/2018**



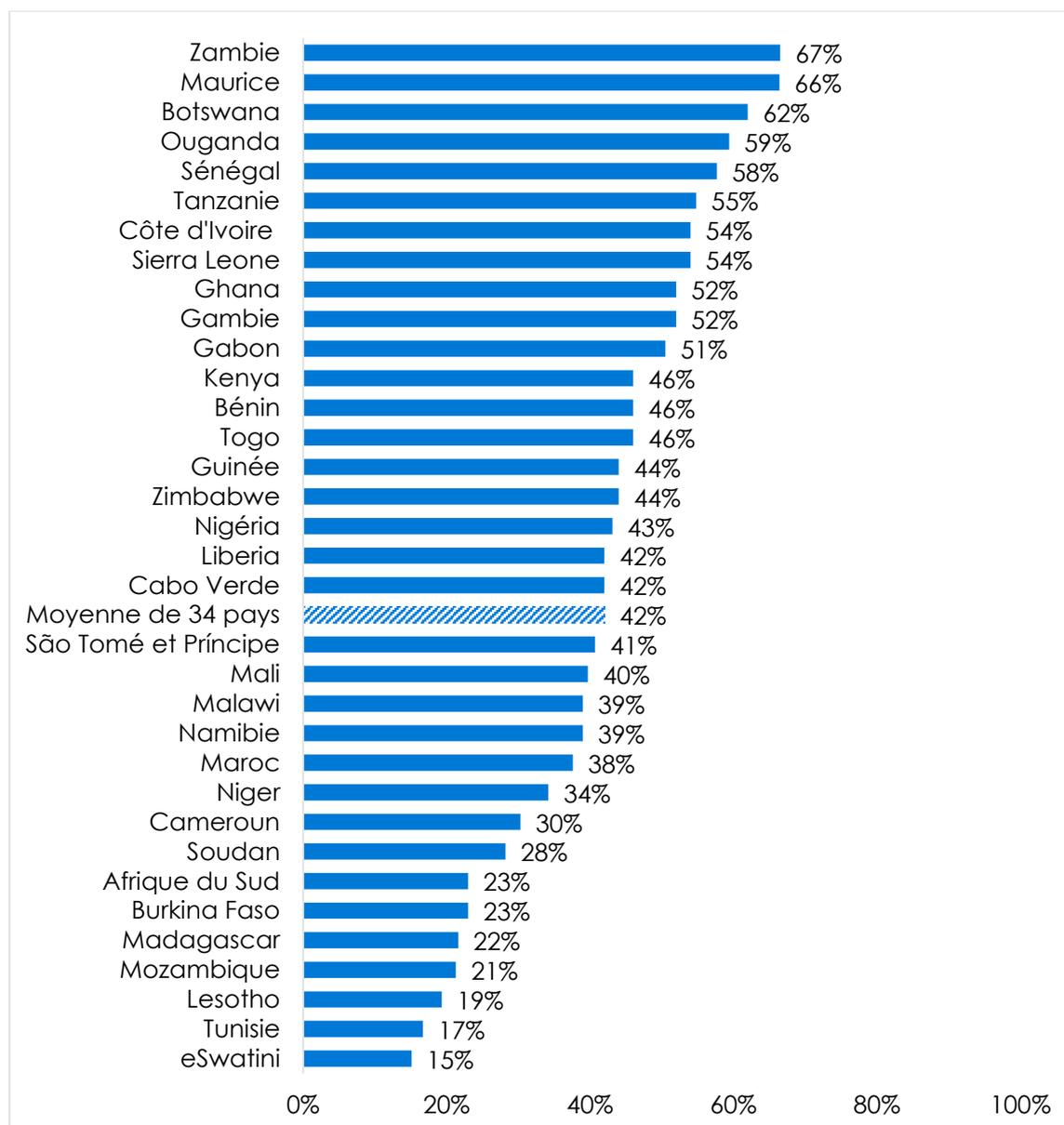
**Question posée aux répondants:** Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante: L'armée intervient pour diriger le pays? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Nous observons une différence similaire de 50 points de pourcentage pour le rejet d'un état à parti unique (pas de figure illustrative), descendant du Sénégal (89%) au Lesotho (39%), avec le rejet régressant également à moins de six sur 10 en Mozambique et en Tunisie. Quant au rejet de la dictature présidentielle (pas de figure illustrative), 51 points séparent les niveaux les plus élevés (le Bénin, le Botswana, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie, tous à 92%) et le plus bas (la Mozambique, à 41%), quand bien même il existe tout au moins un consensus plus large sur cette question: Au moins six sur 10 répondants s'opposent à un président non-élu dans tous les pays à l'exception de la Mozambique (la question n'a pas été posée en eSwatini).

Le plus grand écart entre pays (52 points de pourcentage) s'observe au niveau de l'indicateur synthétique de la demande de démocratie. Tandis que deux-tiers des répondants en Zambie (67%) et à Maurice (66%) à la fois préfèrent la démocratie et rejettent

chacune des trois formes de régime autoritariste, moins d'un quart en font de même en Afrique du Sud (23%), au Burkina Faso (23%), à Madagascar (22%), en Mozambique (21%), au Lesotho (19%), en Tunisie (17%), et en eSwatini (15%) (Figure 6). Ainsi, alors que la démocratie a réussi à faire des bonds extraordinaires au cours des cinq dernières années au Burkina Faso et en Tunisie, le public dans ces sociétés n'a pas encore totalement adopté ce type de régime. Par ailleurs, l'image populaire de la démocratie a été ternie dans d'autres démocraties établies par des coalitions électorales instables (Lesotho) ou des nombreux exemples de corruption à haut niveau (Afrique du Sud).

**Figure 6: Demande de démocratie** | 34 pays | 2016/2018



La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires.

### Variation au fil du temps

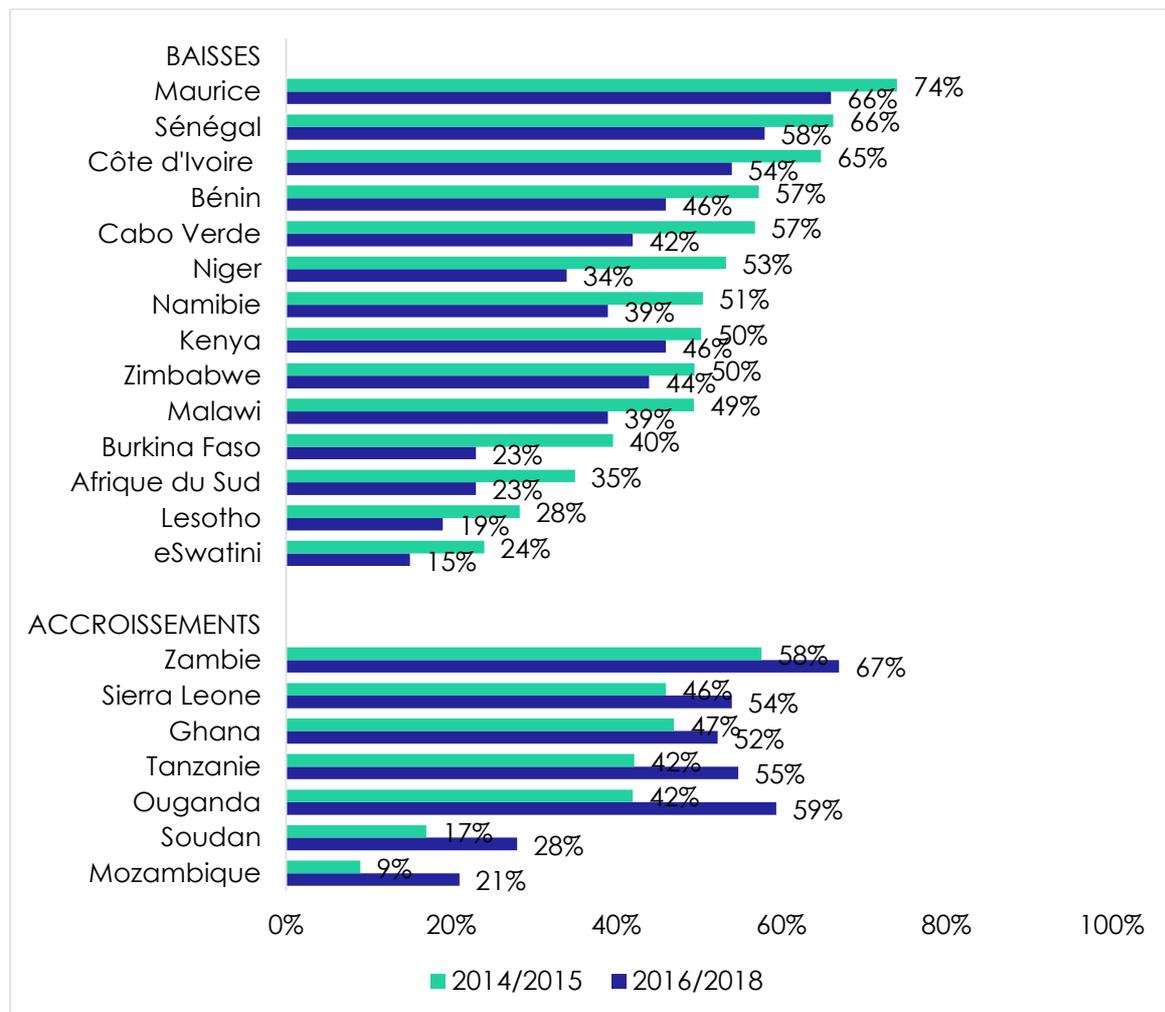
Non seulement les attitudes envers la démocratie varient-elles considérablement d'un pays à l'autre, mais l'opinion publique dans différentes sociétés a suivi des directions opposées au fil du temps. Nous commençons par un examen de la variation sur le plus court terme, des enquêtes du Round 6 en 2014/2015 aux enquêtes du Round 7 en 2016/2018. Comme nous

l'avons dit plus tôt, les niveaux à échelle continentale du soutien à la démocratie et du rejet de la dictature présidentielle demeurent inchangés à travers les 33 pays enquêtés dans les deux rounds, quand bien même l'on a observé des régressions du rejet du régime à parti unique et du rejet du régime militaire. Dans l'ensemble, ces écarts spécifiquement liés à une question ont résulté en une régression par 3 points de pourcentage de l'indicateur synthétique de la demande de démocratie. Au cours du Round 6, 44% des répondants étaient des démocrates constants, mais ce chiffre a chuté à 41% au cours du Round 7 au sein de ce groupe légèrement plus restreint de pays.

Cependant, ce déclin n'était pas constant à travers tous les pays. Partant d'un critère portant sur une variation d'au moins 5 points de pourcentage dans le temps, nous n'avons observé *aucun* changement substantiel dans 13 pays. Nous observons une demande *accrue* de la démocratie dans sept pays, avec en tête une hausse brusque de +17 points de pourcentage en Ouganda et des augmentations considérables en Tanzanie (+13 points), en Mozambique (+12), et au Soudan (+11) (Figure 7). Ces accroissements sont encore plus encourageants parce qu'ils semblent avoir eu lieu malgré les tentatives gouvernementales de harceler les adversaires politiques, surtout en Tanzanie et en Ouganda.

Dans le même temps, l'opinion publique est allée dans le sens contraire dans 14 pays, y compris des déclin à deux chiffres dans la demande de démocratie au Niger (-19 points), au Burkina Faso (-17), au Cabo Verde (-15), en Afrique du Sud (-12), en Namibie (-12), au Bénin (-11), et en Côte d'Ivoire (-11).

**Figure 7: Variations de la demande de démocratie | 2014-2018**



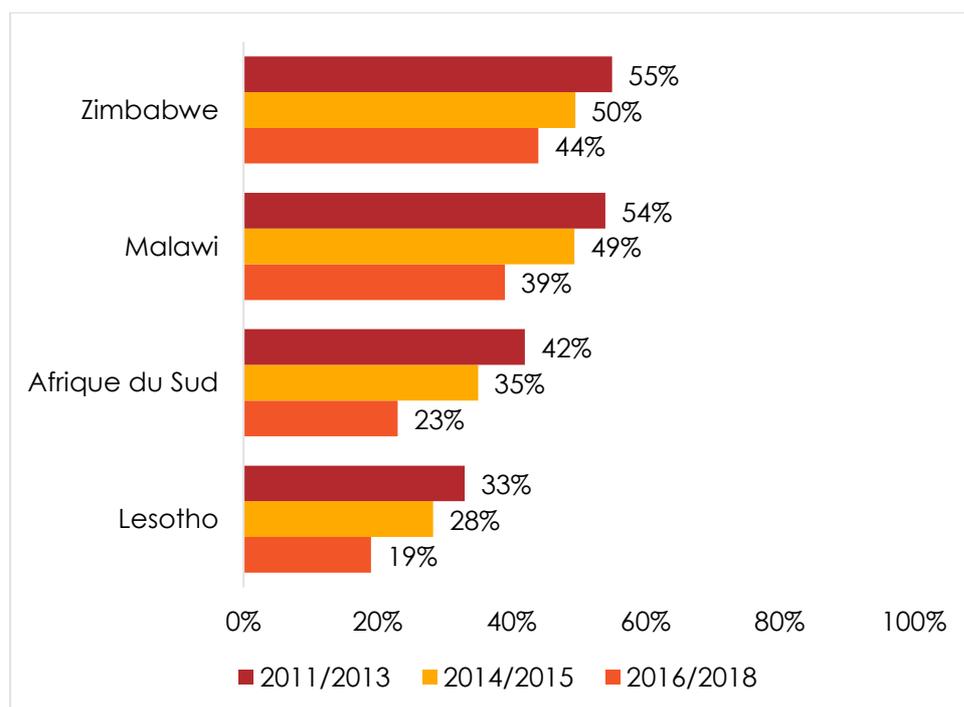
La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires.

Lorsque nous reculons plus loin et prenons plutôt les enquêtes du Round 5 (2011/2013) comme repère, il est évident que plusieurs de ces régressions avaient déjà cours plus tôt. Nous observons des régressions constantes de la demande à travers les trois derniers rounds d'enquêtes au Zimbabwe, au Malawi, en Afrique du Sud, et au Lesotho. Aucun pays n'a enregistré d'accroissement constant durant cette période (Figure 8). Ainsi dans ces comparaisons à court terme, il y a un peu plus de mauvaises que de bonnes nouvelles, et un certain soutien à l'hypothèse selon laquelle l'Afrique connaît actuellement un déclin démocratique.

Mais afin d'avoir une perspective à plus long terme encore, nous nous appuyons sur un groupe moins large de 20 pays régulièrement suivis par Afrobaromètre sur une décennie au moins.<sup>3</sup> A travers ce prisme, nous observons un ensemble plus équilibré de motifs expliquant aussi bien l'optimisme que le pessimisme par rapport à la trajectoire démocratique du continent.

Par exemple, alors même que le Sénégal, le Zimbabwe, et la Namibie ont récemment connu un déclin dans la demande de démocratie, les niveaux actuels de la demande dans ces pays sont plus élevés qu'ils ne l'étaient durant les enquêtes Afrobaromètre de 2002/2003 (Round 2). En effet, huit sur les 20 pays dont nous disposons de données relativement à une série chronologique plus longue ont connu des *accroissements* de la demande durant cette période (Figure 9). En revanche, quatre pays seulement affichent aujourd'hui des niveaux de demande inférieurs à ceux de 2002/2003: l'Afrique du Sud, le Kenya, le Lesotho, et le Libéria (par rapport à la première enquête de ce pays en 2008/2009) (Figure 10).

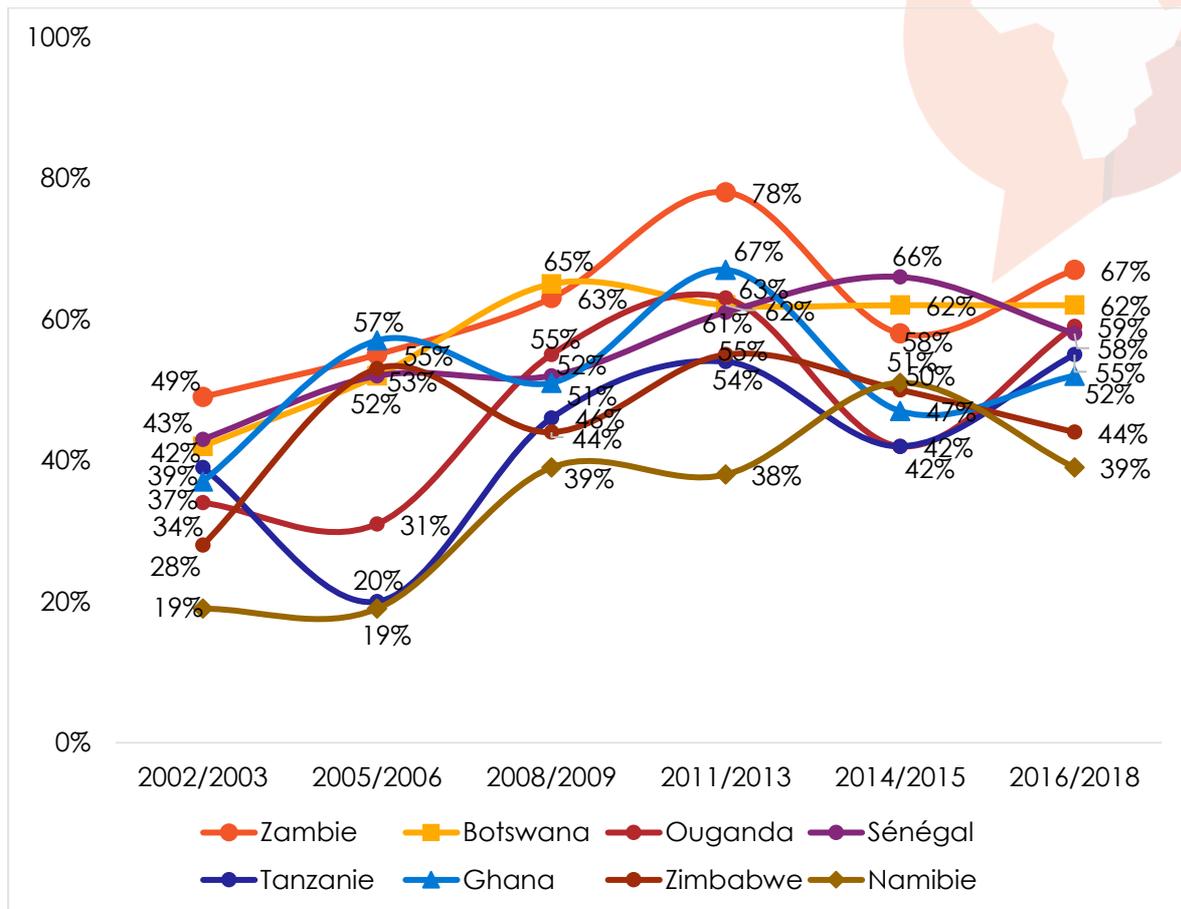
**Figure 8: Baisses de la demande de démocratie | 2011-2018**



La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires.

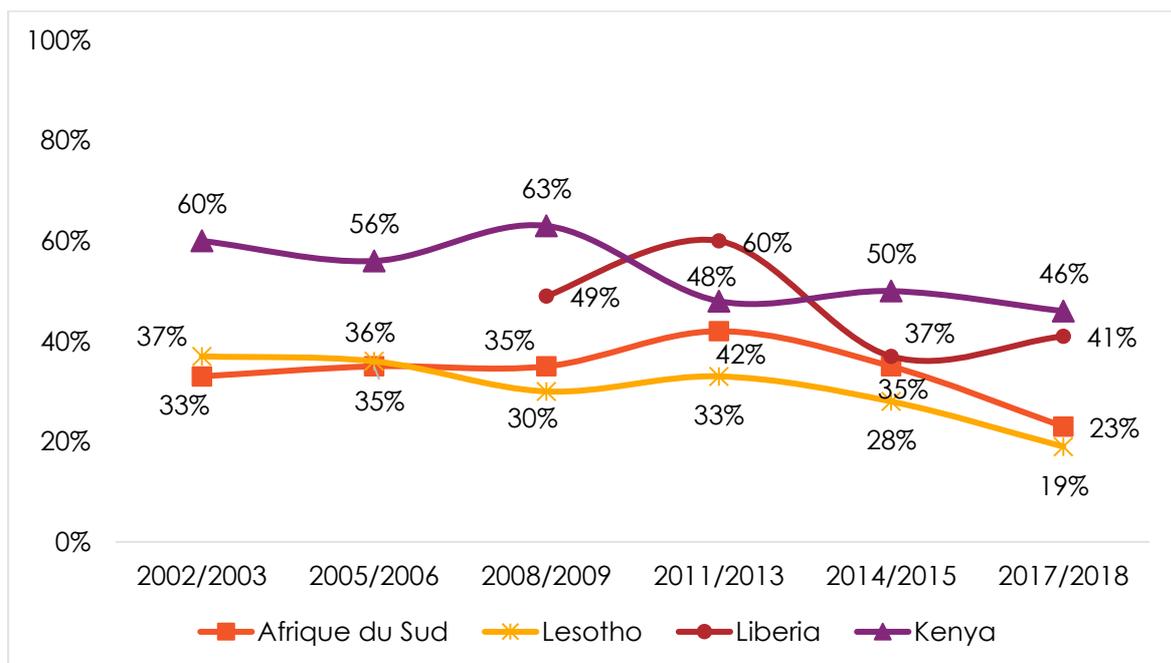
<sup>3</sup> Nous avons des enquêtes qui remontent jusqu'au Round 4 (2008/2009) au Burkina Faso et au Libéria, au Round 3 (2005/2006) au Bénin et à Madagascar, et au Round 2 (2002/2003) au Botswana, au Cabo Verde, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Malawi, au Mali, en Mozambique, en Namibie, au Nigéria, au Sénégal, en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Ouganda, en Zambie, et au Zimbabwe.

**Figure 9: Accroissements à long terme de la demande de démocratie | 2002-2018**



La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires.

**Figure 10: Baisses à long terme de la demande de démocratie | 2002-2018**



La figure montre les % qui demandent la démocratie, i.e. qui à la fois préfèrent la démocratie et rejettent les trois alternatives autoritaires.

## Les Africains pensent-ils vivre la démocratie?

Pour résumer: Nous avons vu que de grandes proportions d'Africains désirent être gouvernés démocratiquement, quand bien même cette image varie considérablement d'un individu à l'autre, d'un pays à l'autre, et d'une période à l'autre. Nous abordons maintenant la question de savoir si les Africains pensent recevoir la démocratie.

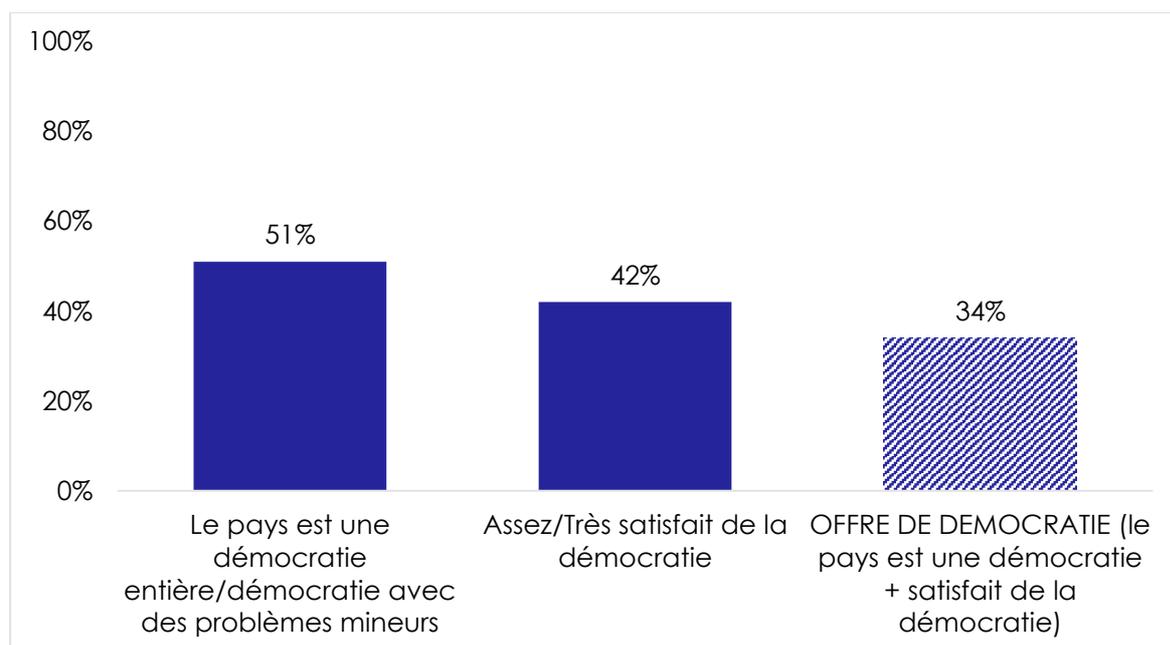
Pour mesurer l'offre perçue de démocratie, Afrobaromètre combine les réponses des répondants à deux questions:

*A votre avis, quel type de démocratie [ce pays] est-il aujourd'hui? Est-il une démocratie entière, une démocratie avec des problèmes mineurs, une démocratie avec des problèmes majeurs, ou pas une démocratie?*

*Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans [ce pays] aujourd'hui? Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait, ou pas du tout satisfait? (Note: Certains répondants répondent également que leur pays n'est pas une démocratie.)*

En 2016/2018, un peu plus de la moitié seulement (51%) de tous les répondants pensent que leur pays est une « démocratie entière » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs », et 43% seulement sont « très satisfaits » ou « assez satisfaits » avec le fonctionnement de la démocratie. À peine plus d'un tiers des citoyens africains (34%) offrent des appréciations positives aux deux questions, révélant ce que nous appelons « l'offre de démocratie » perçue (Figure 11).

**Figure 11: Indicateurs principaux relatifs à l'offre de démocratie | 34 pays | 2016/2018**



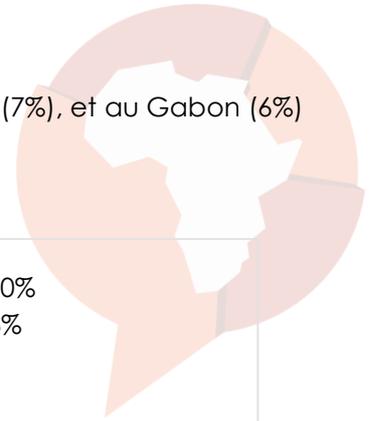
### Questions posées aux répondants:

*A votre avis, quel type de démocratie [ce pays] est-il aujourd'hui?*

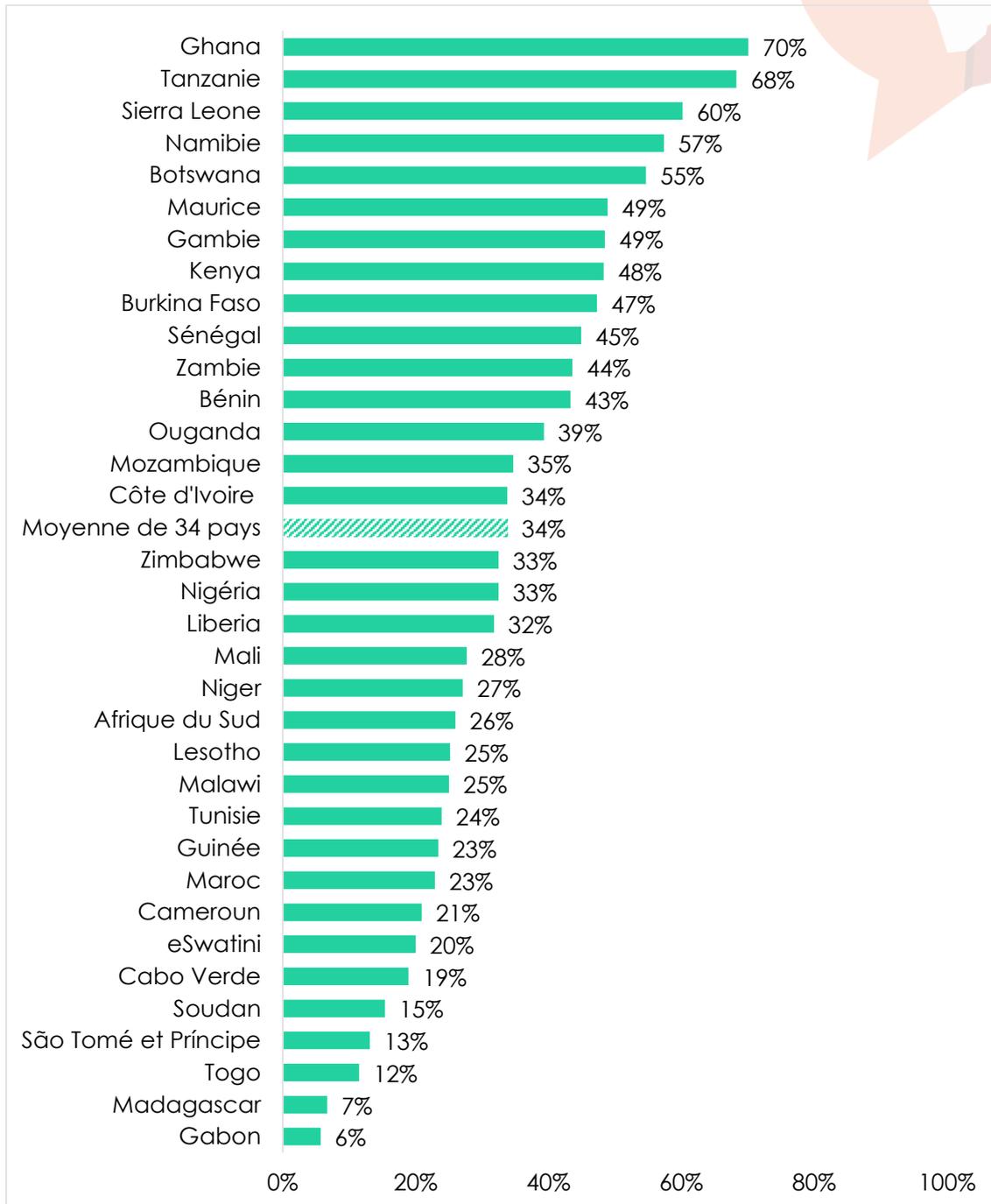
*Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie [dans ce pays] aujourd'hui?*

À un degré encore plus important que celui de la demande de démocratie, il y a un écart criard de 64 points de pourcentage dans l'appréciation publique de la performance de la démocratie dans les différents pays. Alors que sept sur 10 Ghanéens (70%) affirment à la fois vivre dans une démocratie et être satisfaits de la façon dont la démocratie fonctionne, moins d'un tiers du public pensent obtenir la démocratie dans une bonne moitié de tous les pays enquêtés, dont moins de deux sur 10 personnes au Cabo Verde (19%), au Soudan

(15%), à São Tomé et Príncipe (13%), au Togo (12%), à Madagascar (7%), et au Gabon (6%) (Figure 12).



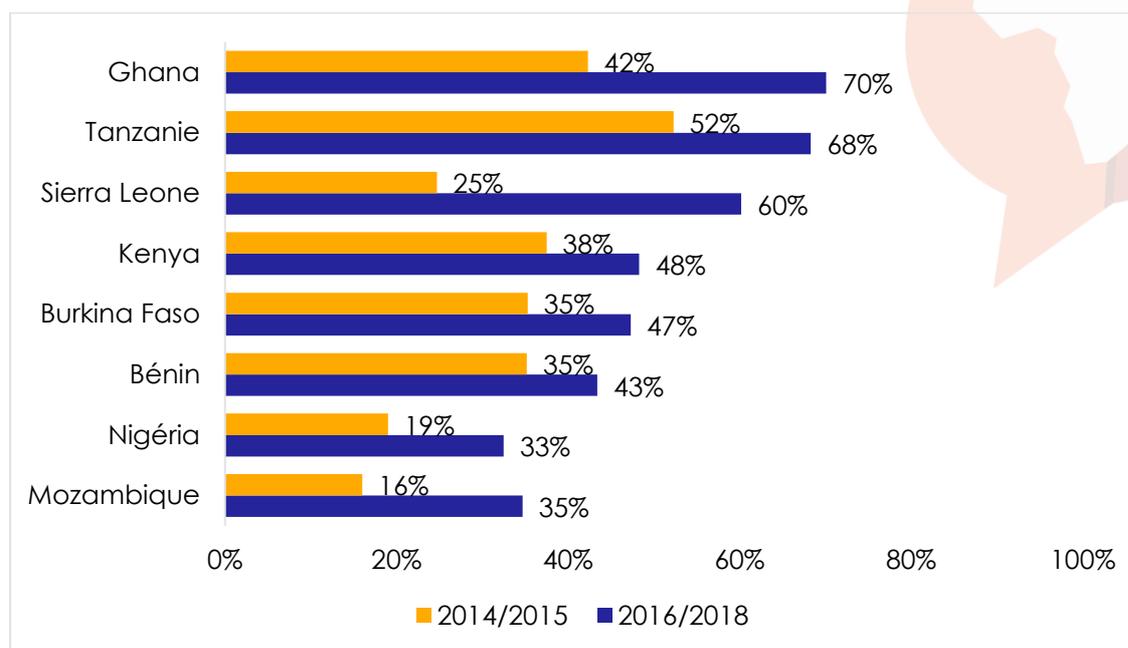
**Figure 12: Offre perçue de démocratie | 34 pays | 2016/2018**



La figure montre les % qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, i.e. qui affirment vivre dans une démocratie et être satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

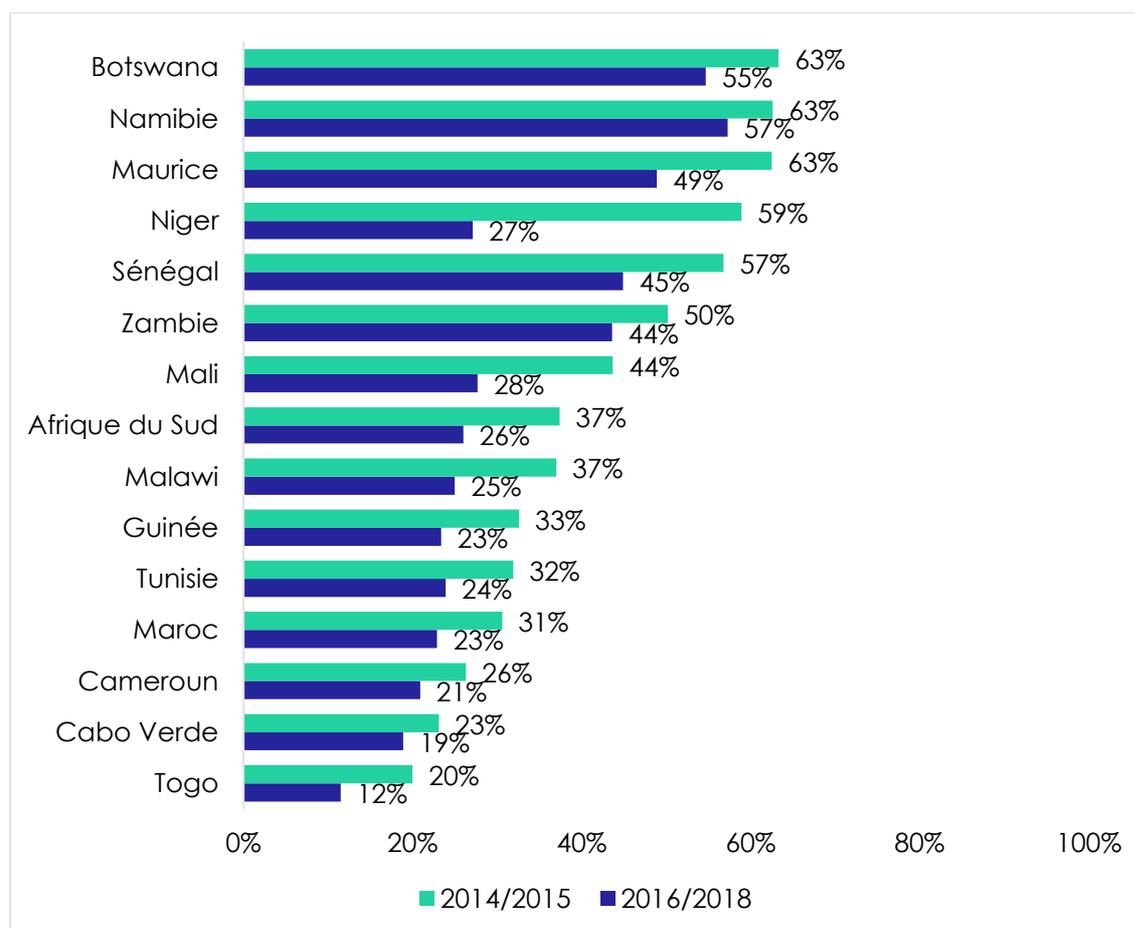
Un bilan des 33 pays inclus dans les rounds 6 et 7 ne révèle aucune variation statistiquement significative des appréciations continentales de l'offre de démocratie ou ses éléments constitutifs, ampleur et satisfaction. Mais comme nous l'avons remarqué en ce qui concerne la demande, cette stabilité apparente est en fait la résultante de tendances nationales divergentes. En effet, il y avait des accroissements substantiels de l'offre perçue de démocratie dans huit pays (Figure 13) et des baisses importantes dans 15 pays (Figure 14).

**Figure 13: Accroissement à court terme de l'offre de démocratie | 2014-2018**



La figure montre les % qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, i.e. qui affirment vivre dans une démocratie et être satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

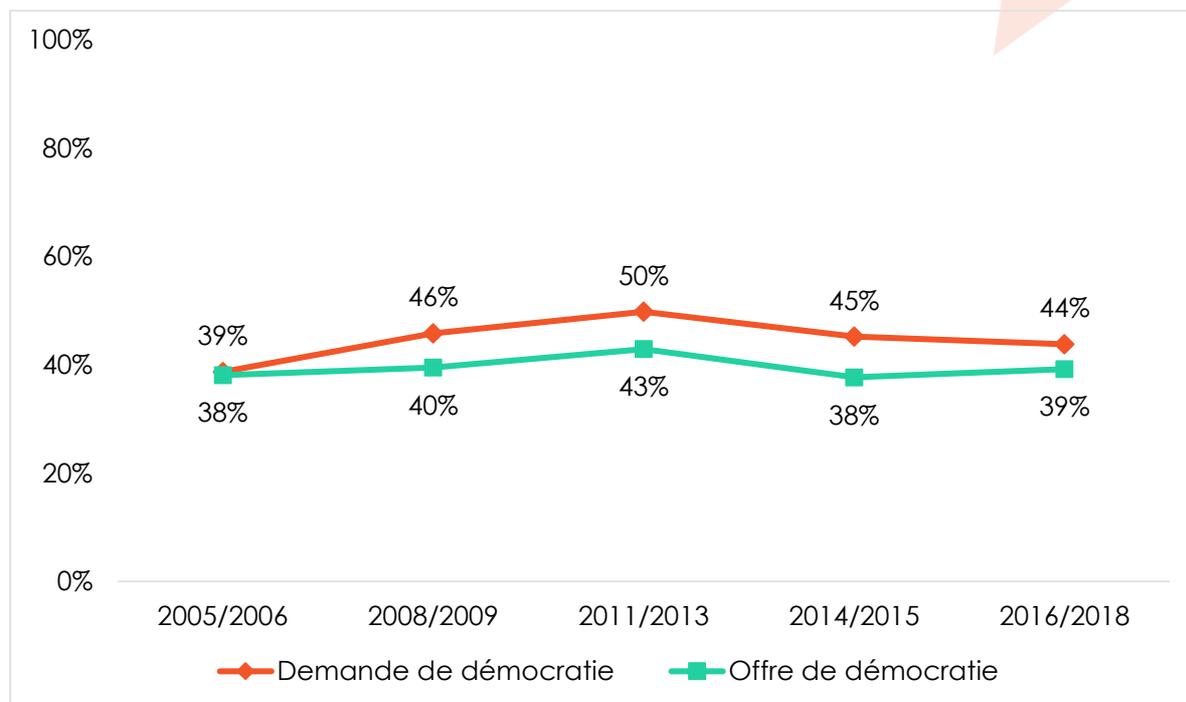
**Figure 14: Baisse à court terme de l'offre de démocratie | 2014-2018**



La figure montre les % qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, i.e. qui affirment vivre dans une démocratie et être satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

Nous nous penchons encore sur les tendances à plus long terme dans les pays dont nous disposons des résultats sur plus d'une décennie. En moyenne à travers 18 pays enquêtés depuis 2005/2006, l'offre perçue de démocratie oscillait entre 38% et un maximum de 43% (en 2011/2013), suivant une tendance similaire, et quelque peu inférieure, à celle de la demande de démocratie (Figure 15).

**Figure 15: Tendances à plus long terme de l'offre et de la demande de démocratie**  
| 18 pays | 2005-2018



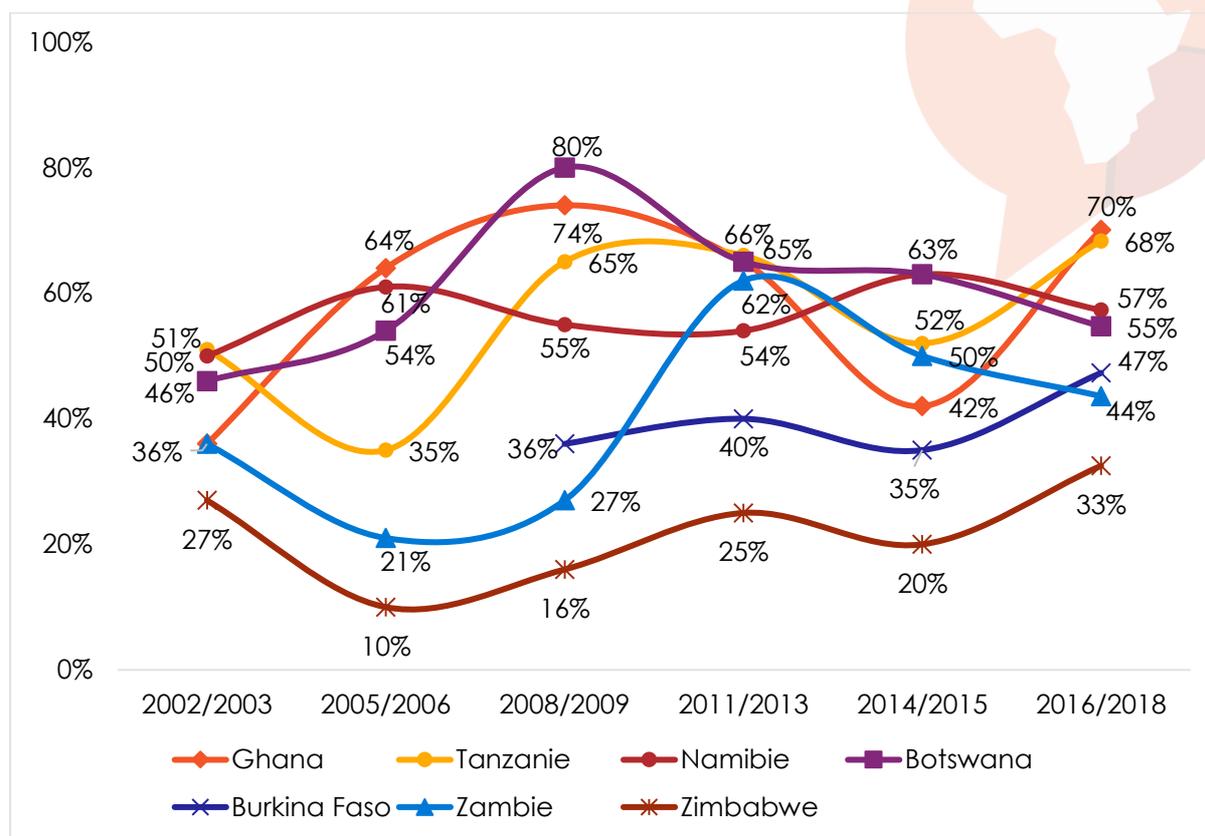
Les perceptions de l'offre de démocratie affichent des tendances haussières sur le long terme dans sept pays (Ghana, Tanzanie, Botswana, Burkina Faso, Namibie, Zambie, et Zimbabwe) où, malgré une fluctuation importante, l'offre de démocratie mesurée est plus élevée en 2016/2018 qu'elle ne l'était en 2002/2003 (ou 2008/2009 au Burkina Faso) (Figure 16). En revanche, l'opinion publique relative à la performance de la démocratie connaît un déclin à long terme au Mozambique, au Mali, à Madagascar, et au Kenya (quand bien même les Kenyans affichent des appréciations de plus en plus positives depuis 2008/2009, le

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soit le sujet, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

premier et plus grand point de données (66% percevant l'offre en 2003) ayant été capturé dans l'euphorie qui a suivi les élections de 2002 qui ont introduit l'ère post-Moi) (Figure 17).

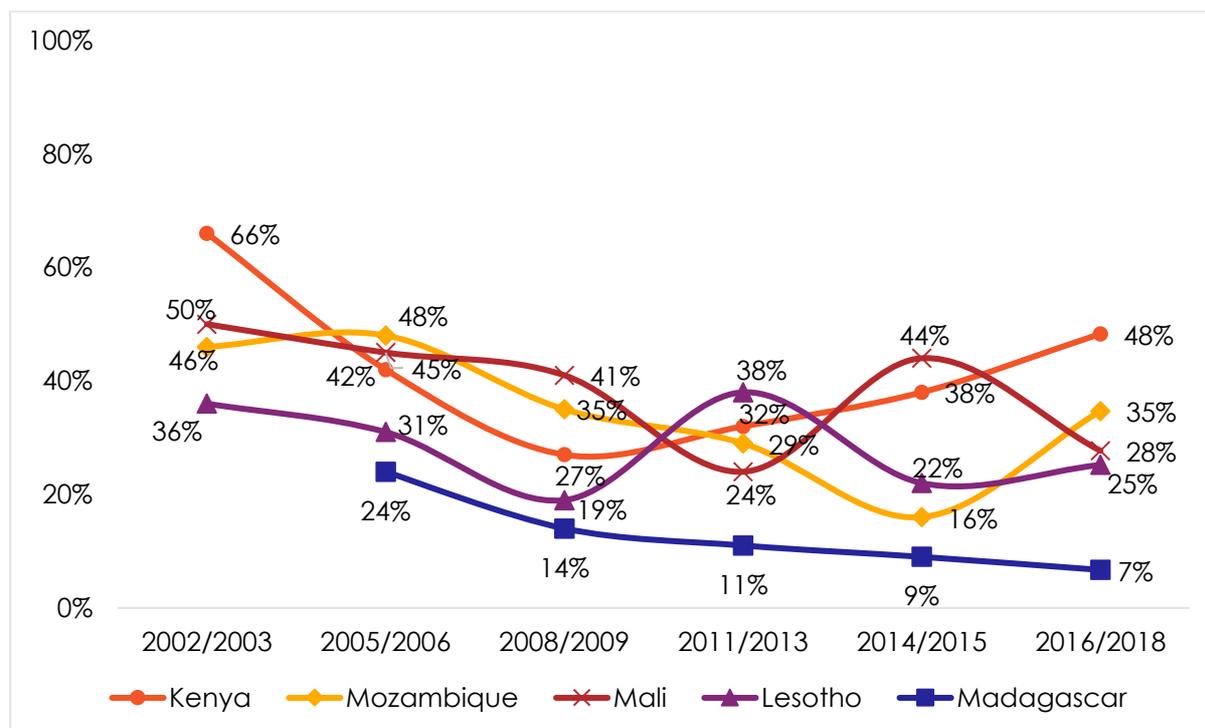
En somme, quand bien même la moyenne transnationale d'offre perçue de démocratie est restée assez stable dans le temps, cette stabilité cache une fois encore des variations positives et négatives assez significatives au sein des différents groupes de pays le long de la décennie écoulée.

**Figure 16: Accroissements à long terme de l'offre de démocratie | 2002-2018**



La figure montre les % qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, i.e. qui affirment vivre dans une démocratie et être satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

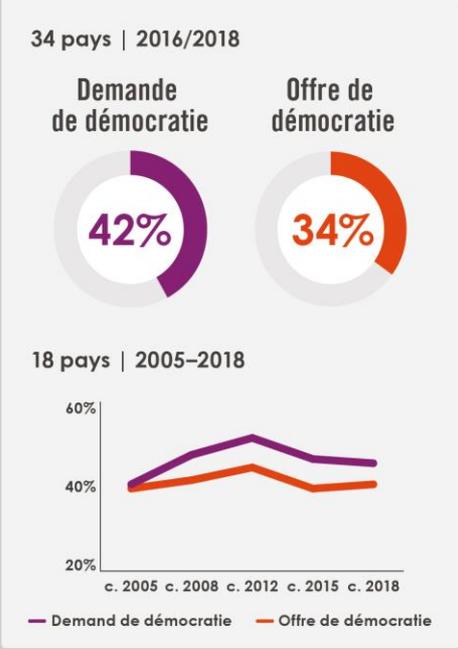
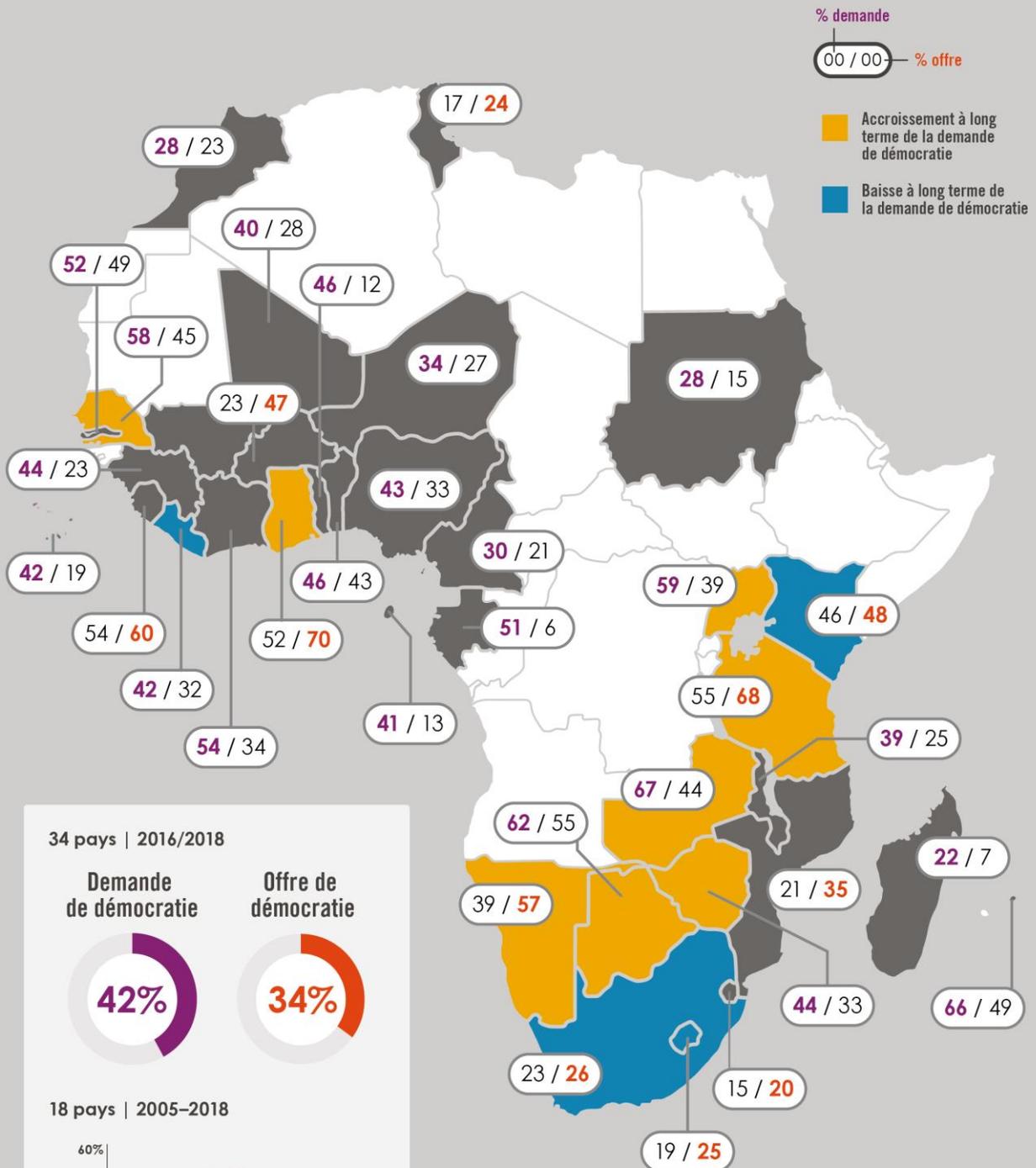
**Figure 17: Baisse à long terme de l'offre de démocratie | 2002-2018**



La figure montre les % qui perçoivent une offre adéquate de démocratie, i.e. qui affirment vivre dans une démocratie et être satisfaits avec le fonctionnement de la démocratie.

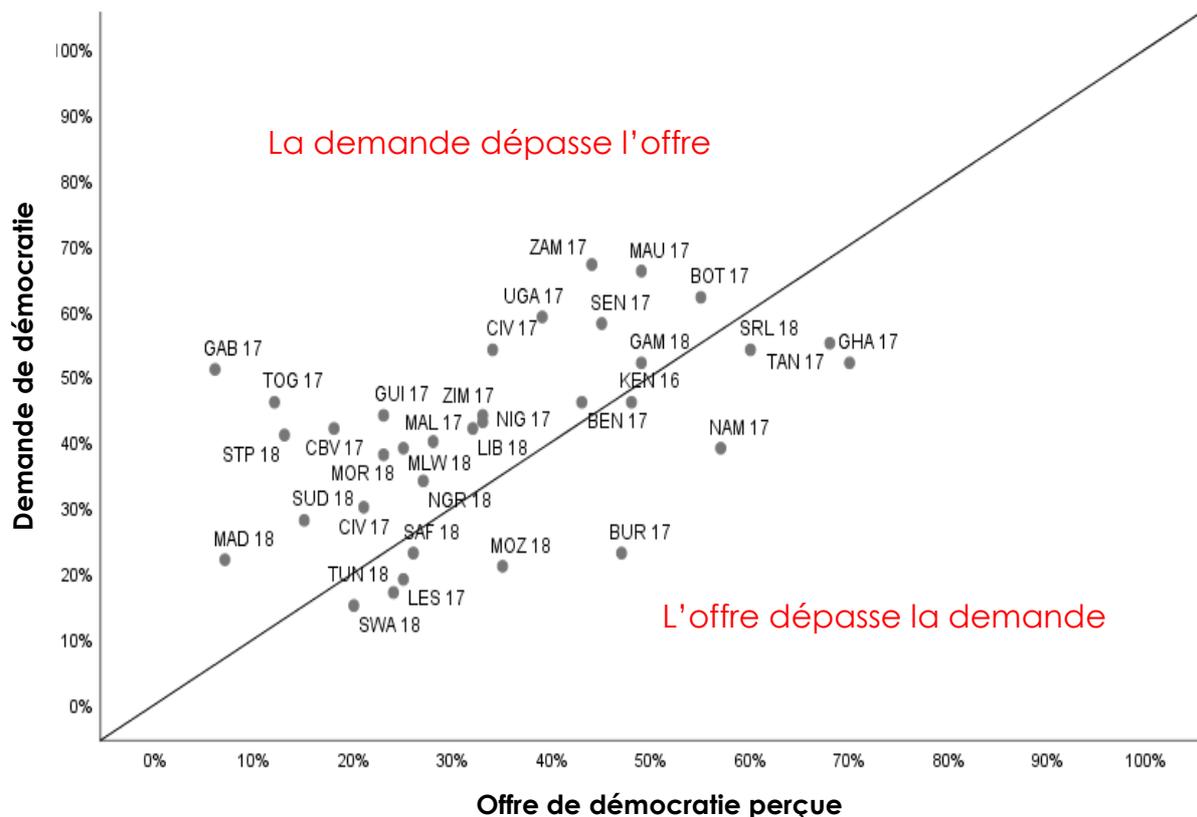
# La démocratie en Afrique: Demande et offre

## 34 pays africains | 2016/2018



Comme nous l'avons compris pour les rounds d'enquêtes précédents, les proportions de ceux qui perçoivent une offre de démocratie acceptable (34%) sont bien en dessous des 42% qui affichent constamment des attitudes pro-démocratiques à travers 34 pays en 2016/2018. Cependant, à l'étude de la performance quant aux deux indicateurs des publics dans les pays individuellement pris, nous observons que dans plusieurs pays la proportion qui affirment que leur besoin de démocratie est comblé est plus grande que la proportion qui demandent la démocratie, ce qui suggère que beaucoup de citoyens de ces pays reçoivent plus de démocratie qu'ils n'en veulent (Figure 18). Ce groupe comprend le Ghana et le Burkina Faso, mais également la Tanzanie, la Namibie, et la Mozambique – des pays qui, d'après des recherches précédentes, se caractérisent par de grandes proportions de « démocrates indulgents » (Chaligha, Mattes, Bratton, & Davids, 2002; Keulder & Wiese, 2005; Mattes & Shenga, 2013).

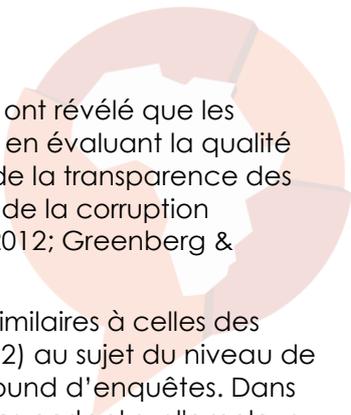
**Figure 18: Demande et offre de démocratie en Afrique | 34 pays | 2016/2018**



Au plan positif, la demande globale excède l'offre dans plus de 20 pays. Surtout dans les pays comme le Gabon, le Togo, São Tomé et Príncipe, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda, Maurice, et la Zambie, les gens veulent plus de démocratie qu'ils n'affirment en obtenir. Ce déséquilibre en faveur de la demande populaire suggère que les citoyens dans ces endroits sont susceptibles de faire pression sur leurs dirigeants pour plus de démocratie.

### Les Africains sont-ils bons juges de la qualité de démocratie?

Il serait pardonnable de se demander si les Africains sont bons juges de la qualité de démocratie, surtout étant donné que la plupart des sociétés africaines sont marquées par des médias contrôlés par l'état, de faibles niveaux d'éducation, et une compréhension matérialiste latente de la démocratie (Mattes, 2019, à paraître). Et plusieurs analystes ont fait valoir que la satisfaction populaire de la démocratie est presque exclusivement fonction des perceptions de l'état de l'économie (Przeworski et al., 1995; Gunther, Montero, & Torcal, 2006).



Cependant, des analyses antérieures des données d'Afrobaromètre ont révélé que les Africains considèrent avec force attention les événements politiques en évaluant la qualité de la démocratie, surtout les perceptions populaires de la liberté et de la transparence des plus récentes élections, ainsi que des niveaux actuels de la liberté et de la corruption politiques (Bratton, Mattes, & Gyimah-Boadi, 2005; Logan & Mattes, 2012; Greenberg & Mattes, 2013; Mattes, 2014).

En effet, en moyenne, les Africains tendaient à tirer des conclusions similaires à celles des experts (Bratton, Mattes, & Gyimah-Boadi, 2005; Logan & Mattes, 2012) au sujet du niveau de démocratie dans leurs pays. Il en est de même dans le tout dernier round d'enquêtes. Dans la Figure 19, nous étudions la relation entre les appréciations publiques portant sur l'ampleur de la démocratie et quatre différents indices de gouvernance démocratique fondés sur l'avis des experts: l'Indice de l'Etat de la Liberté de Freedom House, l'Indice de l'Autocratie et la Démocratie de Polity IV, l'Indice de « Voice and Accountability » de la Banque Mondiale, et l'indicateur « participation et droits de l'homme » de l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique. Dans chacun des cas, les appréciations citoyennes et d'experts sont positivement corrélées: Les appréciations positives les plus élevées des citoyens portant sur le niveau de démocratie s'associent aux appréciations les plus élevées des experts, et vice-versa.<sup>4</sup> C'est là une découverte encourageante qui suggère qu'il est difficile pour les élites antidémocratiques de duper leur public quant à l'état véritable de la démocratie dans leur pays.

Nous devons néanmoins relever au moins deux autres considérations. D'abord, il s'agit ici de moyennes nationales. Cela signifie qu'il y a beaucoup de citoyens qui sont plus critiques envers leur gouvernement, mais que beaucoup également sont moins regardants sur la contre-performance démocratique.

Ensuite, quand bien même ces corrélations entre les appréciations citoyennes et d'experts sont positives, elles ne sont pas clairement convaincantes, selon les normes usuelles définies pour les mesures consolidées.<sup>5</sup> Ainsi, alors que les appréciations citoyennes et d'experts s'accroissent ou régressent ensemble, il existe également toujours des écarts considérables entre elles. Par exemple, dans le premier groupe de la Figure 19, six pays enquêtés au cours du Round 7 ont obtenu un score d'Etat de Liberté (inversé) de 3.0, que Freedom House considère « partiellement libre » (et qui, selon leur score par rapport aux droits politiques, pourraient ne pas leur accorder le statut de « démocraties électorales »).<sup>6</sup> Pourtant les proportions qui affirment que leur pays est une démocratie varient d'un maximum de presque 80% en Tanzanie à entre 50% et 60% au Kenya, en Zambie, en Mozambique, en Côte d'Ivoire, et au Niger, et à moins de 30% au Togo. En Tanzanie, par exemple, l'offre de démocratie perçue – telle que mesurée en 2017 – s'était accrue de 18 points de pourcentage depuis l'enquête précédente en 2014, malgré que le Président John Magufuli avait déjà initié un processus de rétrécissement de l'espace politique qui a depuis lors progressé pour inclure les interdictions des meetings de l'opposition et les restrictions sur les médias sociaux.<sup>7</sup>

---

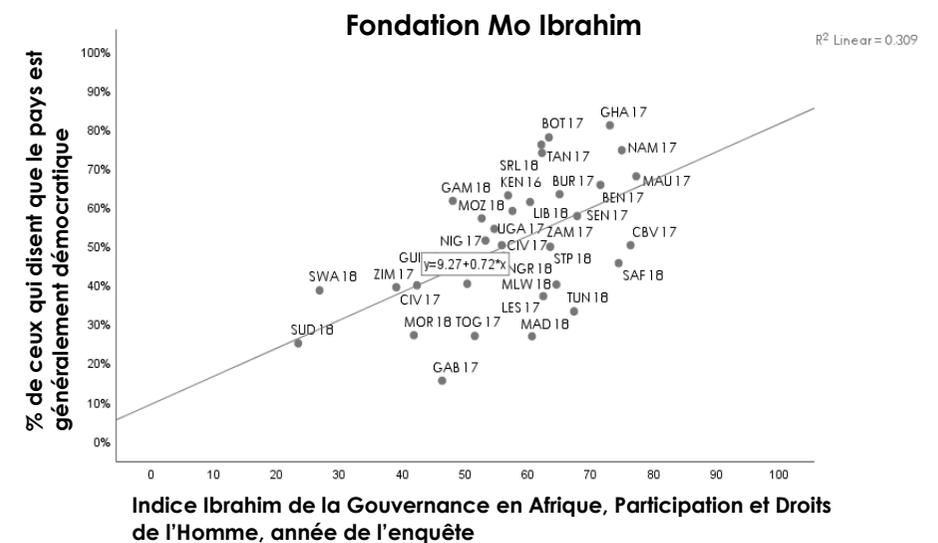
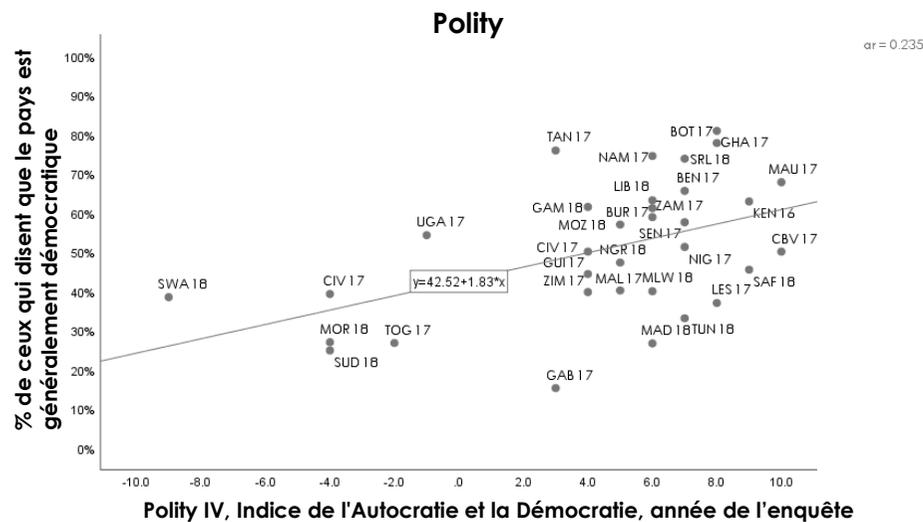
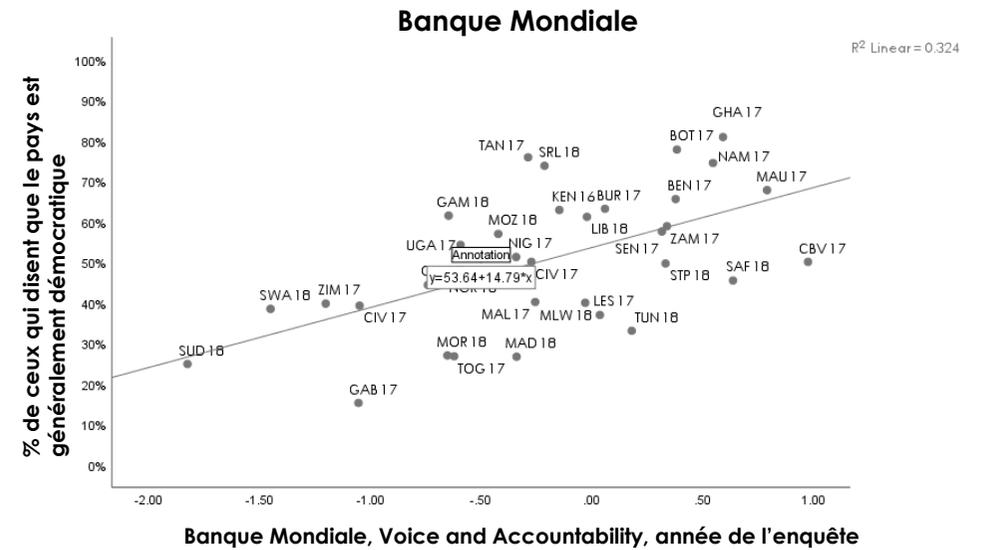
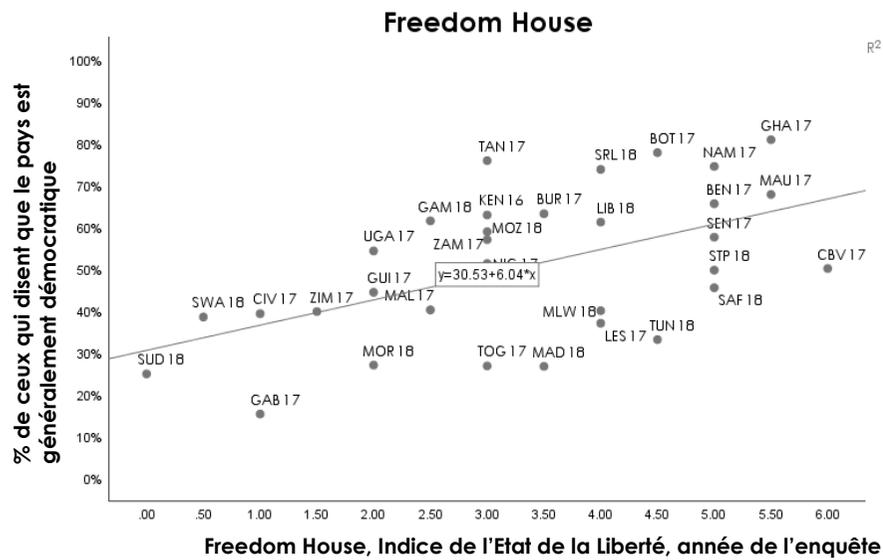
<sup>4</sup> La Banque Mondiale et la Fondation Mo Ibrahim se basent sur certaines données d'Afrobaromètre pour calculer leurs indices, qui contribueraient à ces corrélations, mais ils se servent également de beaucoup d'indicateurs d'autres sources.

<sup>5</sup> Les corrélations du r de Pearson suivent une tendance à la baisse de ,569 (Banque Mondiale) à ,484 (Polity). Les appréciations populaires du niveau de démocratie se corrélaient à  $r=,557$  avec le très largement utilisé Etat de la Liberté de Freedom House.

<sup>6</sup> Freedom House attribue son score quantitativement le plus élevé (7) au pays le moins libre, et son score le plus bas (1) au plus libre. Nous suivons la méthodologie standard des sciences sociales et inversons les scores, 0 dénotant un manque de liberté et 6 traduisant le niveau le plus élevé de liberté.

<sup>7</sup> Clairement, les appréciations citoyennes pourraient également diverger des appréciations expertes parce que les experts n'ont pas les expériences pratiques sur le terrain des gens ordinaires dirigés par ces gouvernements.

Figure 19: Appréciations citoyennes et expertes de la qualité de démocratie | 34 pays | 2016/2018



## Démocrates insatisfaits

Au-delà du déséquilibre global entre les proportions de ceux qui demandent la démocratie et ceux qui affirment avoir la démocratie, il pourrait être plus important de comprendre – au niveau du citoyen – si ces Africains qui demandent la démocratie pensent l'obtenir. Le raisonnement est tel que suit: Les demandes populaires ont le pouvoir de conduire les pays vers la démocratie, et ceci est le plus plausible dans certaines conditions. C'est-à-dire que les personnes les plus susceptibles de faire des choses tendant à promouvoir la démocratie, ou au moins la protéger contre un recul, sont celles qui sont à la fois profondément attachés à la démocratie et insatisfaits de la performance actuelle du système politique. De tels citoyens devraient être plus susceptibles de soutenir des institutions de contre-pouvoir fortes, telles que les législatures efficaces et les tribunaux indépendants. Ils devraient également être plus susceptibles de tenir leurs dirigeants pour responsables, y compris travailler avec d'autres pour protéger les espaces politiques, ou se mobiliser contre les tentatives de l'élite visant à porter atteinte aux droits et libertés. Nous désignons ces citoyens sous le vocable « démocrates insatisfaits ».

Au vu de l'importance de l'engagement citoyen envers les questions de démocratie dans la survie et la qualité de la démocratie, nous soutenons que les démocrates insatisfaits sont ceux-là qui importent le plus.

En effet, Lingling Qi et Doh Chull Shin (2011) ont apporté des preuves importantes pour soutenir cette hypothèse. Sur la base des données du World Values Survey pour un échantillon de 46 « régimes transitoires », ils ont identifiés les « démocrates insatisfaits » comme ceux qui avaient des scores au-delà de la moyenne à la fois en ce qui concerne le soutien à la démocratie et le rejet de l'autoritarisme (c.-à-d., ce qu'Afrobaromètre appelle « demande de démocratie ») et en deçà de la moyenne sur l'échelle de la satisfaction avec la démocratie et la confiance envers les institutions politiques (c.-à-d., similaires, mais non identiques, à l'indicateur d'Afrobaromètre de « l'offre de démocratie »).

Ils ont découvert que ces démocrates insatisfaits étaient plus susceptibles que d'autres répondants de signaler qu'ils s'associent aux activités telles que les signatures de pétitions et les participations aux actions de boycott et aux manifestations. Plus important, au niveau national, ils ont découvert que la proportion de démocrates insatisfaits dans un pays était fortement et positivement liée aux niveaux *subséquents* (c.-à-d. futurs) de démocratie et encore plus fortement liée aux variations du niveau de démocratie.

Nous avons reproduit cette analyse avec les données du Round 5 (2011/2013) d'Afrobaromètre. Dans notre analyse, les « démocrates insatisfaits » sont ceux qui demandent la démocratie mais sont insatisfaits de la performance de la démocratie.<sup>8</sup> Ces résultats ne sont vraiment pas aussi tranchés que ceux de Qi et Shin. Par exemple, nous découvrons que les démocrates insatisfaits d'Afrique *ne sont pas plus susceptibles que d'autres personnes* de contacter des autorités publiques ou de participer à des manifestations, et qu'ils ne sont que légèrement plus susceptibles de se joindre à des groupes communautaires civiques ou religieux<sup>9</sup> ou de participer à des réunions communautaires et se joindre à d'autres pour discuter de questions importantes.<sup>10</sup>

---

<sup>8</sup> Il s'agit des répondants qui (1) demandent la démocratie (c' -à-d. qu'ils préfèrent la démocratie et rejettent les régimes de type militaire, les régimes à parti unique, et les régimes dictatoriaux) et (2) affirment que leur pays est une démocratie avec des problèmes ou pas une démocratie et (3) sont assez insatisfaits ou très insatisfaits du fonctionnement de la démocratie.

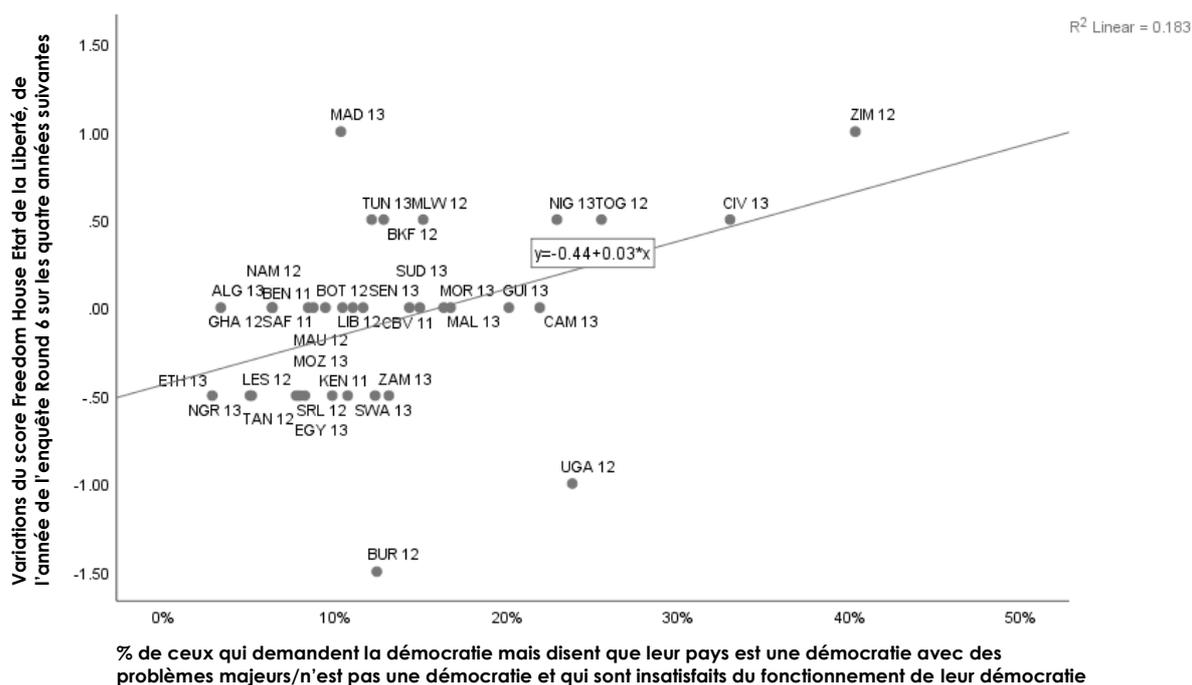
<sup>9</sup> Après avoir procédé au contrôle du sexe, de l'âge, de la localisation urbaine/rurale, et de l'éducation formelle, la corrélation partielle =,073; p<=,001.

<sup>10</sup> Corrélation partielle =,070; p=,001.

Cependant, les démocrates insatisfaits en Afrique *sont plus susceptibles* de soutenir des libertés civiques<sup>11</sup> et de considérer qu'ils ont le devoir de demander des comptes aux élus entre deux périodes électorales.<sup>12</sup> Et ils sont beaucoup plus susceptibles de soutenir un ensemble de restrictions verticales et horizontales imposées au gouvernement.<sup>13</sup>

Plus important encore, il existe des preuves qu'au niveau national, la proportion globale de démocrates insatisfaits est liée au progrès ou recul démocratique subséquents. Comme le montre la Figure 20, nous corrélons le pourcentage de démocrates insatisfaits au cours du Round 5 à l'ampleur des variations (progrès ou recul) du niveau de démocratie sur les quatre années suivantes, sur la base des indicateurs de Freedom House. Nous trouvons un rapport positif et statistiquement significatif entre les deux variables ( $r=,428$ ;  $p=,013$ ;  $n=35$ ).

**Figure 20: Les démocrates insatisfaits et le devenir de la démocratie | 35 pays**  
| 2011-2017



En d'autres termes, dans les pays où la proportion de démocrates insatisfaits était relativement élevée (comme le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, le Togo, et le Nigéria), le pays était en effet plus susceptible de grimper sur l'échelle de Freedom House au cours des quatre années suivantes. Et lorsque l'électorat des démocrates insatisfaits était très faible (par exemple en Ethiopie, au Niger, en Tanzanie, et en Egypte), le pays était susceptible de chuter sur l'échelle.

<sup>11</sup> Corrélation partielle = ,147;  $p=,000$ . La mesure est une combinaison de deux éléments combinant l'idée que les gens devraient pouvoir se joindre à toute organisation de leur choix et que les médias d'information devraient pouvoir publier ce qu'ils veulent sans l'ingérence du gouvernement.

<sup>12</sup> Corrélation partielle = ,134;  $p \leq ,000$ .

<sup>13</sup> Corrélation partielle = ,269;  $p \leq ,001$ . La mesure est un indice moyen créé à partir des réponses indiquant l'idée que les gens devraient contrôler le gouvernement comme un employé, qu'il est plus important d'avoir un gouvernement qui soit redevable qu'un gouvernement qui obtient des résultats, que la compétition multipartite est nécessaire pour offrir un choix, que les partis d'opposition devraient mener la veille, que le Parlement devrait légiférer, que le président devrait respecter la loi, et que les présidents devraient être liés par des limitations de mandats.



Mais clairement, le sort de la démocratie dépend de beaucoup d'autres choses que l'opinion des masses, dont les engagements (anti-)démocratiques de l'élite (Mainwaring & Perez-Linan, 2013), l'existence d'institutions de contre-pouvoir fortes telles que la législature et les tribunaux (Jakli, Fish, & Wittenberg, 2018), et l'équilibre relatif du pouvoir entre le gouvernement et l'opposition (McFaul, 2002). Ceci pourrait expliquer trois cas particuliers qui s'éloignent considérablement de la ligne de régression. Madagascar s'est (re)démocratisé même sans la contribution d'une grande masse de démocrates insatisfaits, tandis que l'Ouganda a reculé malgré une proportion relativement forte. Le Burundi quant à lui, a reculé beaucoup plus que d'autres pays affichant des proportions similaires (relativement faibles) de démocrates insatisfaits.

Au regard de ces indices, nous finissons par une étude du bilan des démocrates satisfaits et insatisfaits durant les enquêtes du Round 7 et l'examen des conséquences futures pour la démocratie. La première chose qui saute à l'œil est que – à travers tout l'échantillon – moins d'une personne sur six (15%) sont des démocrates insatisfaits. Cependant, la proportion est beaucoup plus grande dans certains pays que d'autres. Un regroupement des pays par niveau de démocratie pourrait être la façon la plus utile de considérer les réponses spécifiques au niveau national. La Figure 21 montre quatre ensembles de pays: 1) des « démocraties libérales » (les pays que Freedom House classe de « libres » et qui organisent également des élections libres et transparentes); 2) des « démocraties électorales » (les pays qui sont qualifiés de « partiellement libres » mais qui organisent quand même des élections de qualité); 3) des « régimes hybrides » (les pays qui sont « partiellement libres » et dont le processus électoral fait face à des problèmes majeurs); et 4) des pays que Freedom House qualifie de « pas libres. »

Parmi les démocraties libérales, la plupart des démocrates ont tendance à être satisfaits. Ceci se comprend lorsque la démocratie est stable et solide, comme au Botswana, à Maurice, et au Ghana. Cependant, le petit électorat de démocrates insatisfaits, ou même de tous les démocrates – satisfaits ou pas – en Afrique du Sud est préoccupant, au regard des dommages portés au système démocratique durant la décennie écoulée par la grande corruption du gouvernement Zuma.

Parmi les démocraties électorales – démocraties qui néanmoins éprouvent de sérieuses lacunes dans la protection des droits et des libertés – le nombre de démocrates insatisfaits ne dépasse jamais un sur cinq. En effet, la grande majorité de démocrates Tanzaniens nous ont affirmé qu'ils étaient satisfaits d'un système où la démocratie est en recul.

Les perspectives positives de ceux qui se disaient démocrates suscitent également des inquiétudes au Kenya, où la Cour Suprême avait annulé les résultats des élections précédentes et où la reprise des élections qui s'en est suivi a été marquée par des actes de violence politique et un boycott de l'opposition. Ceci suggère que d'autres restrictions dans les deux pays pourraient ne faire face qu'à peu de résistance populaire.

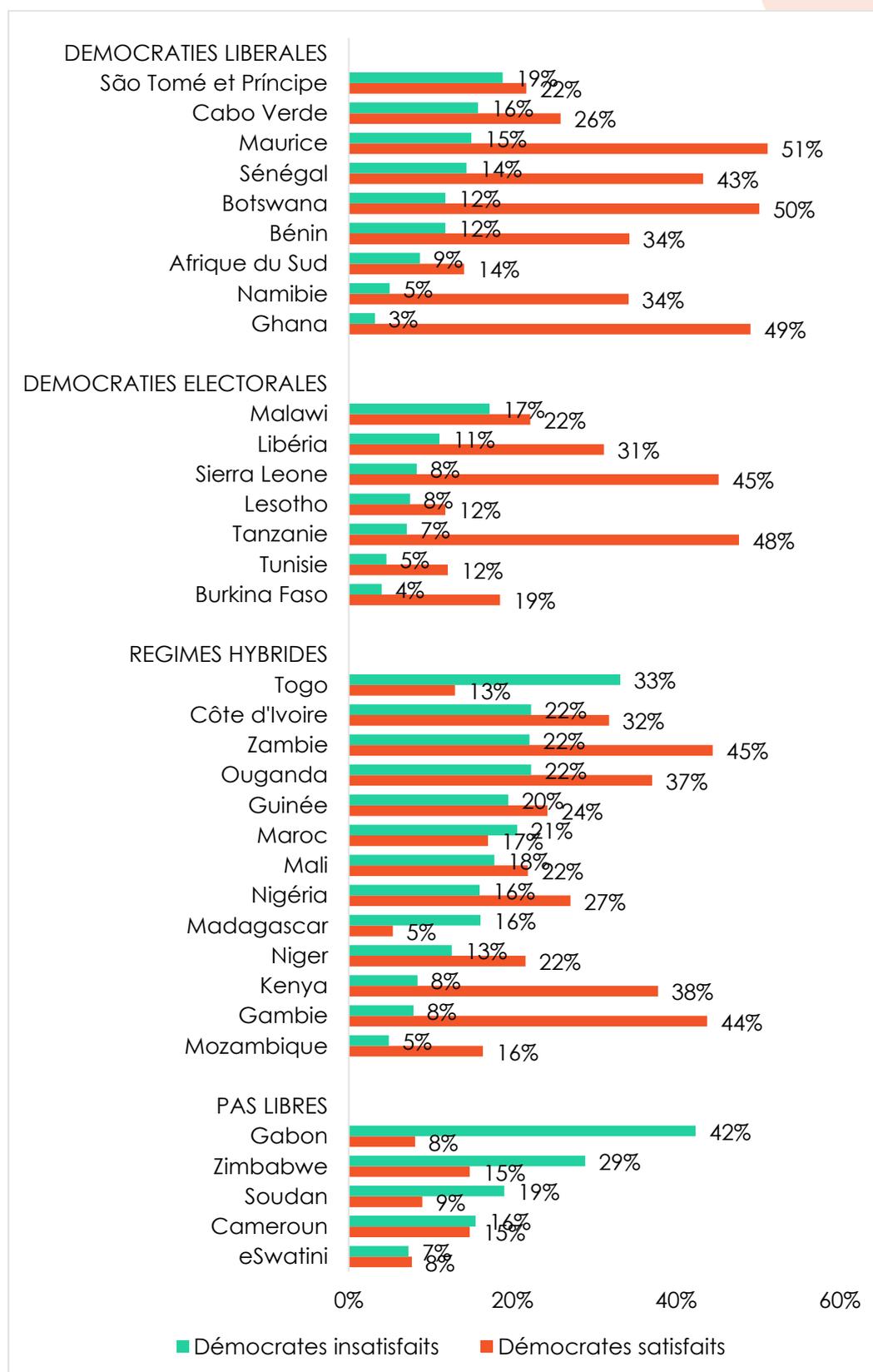
En Gambie, la grande proportion de démocrates satisfaits est plus compréhensible. Quand bien même le pays n'est que partiellement libre, et en dépit du fait que la machine électorale est encore défectueuse, les répondants y réfléchissaient sans doute à leur capacité récente à opérer, à travers les urnes, le premier changement de régime depuis le coup d'état de 1994 dans ce pays.

Il y a cependant de quoi s'inquiéter dans le grand nombre de démocrates satisfaits en Zambie (45%), où les précédentes élections étaient largement contestées, les partis d'opposition étaient ensuite persécutés, et où le chef de l'opposition avait été placé en détention alors même que notre enquête de 2017 était en cours. Néanmoins, le fait qu'au moins un cinquième du public sont des démocrates insatisfaits (22%) suggère également que toute tentative visant à limiter davantage l'espace politique pourrait faire face à une grande résistance populaire.

Finalement, les proportions relativement plus grandes des démocrates insatisfaits dans d'autres pays « partiellement libres » comme la Côte d'Ivoire (22%) et le Togo (33%) et dans

les pays « pas libres » comme le Gabon (42%) et le Zimbabwe (29%) suggèrent une lutte continue entre les forces démocrates et les forces autocrates.

**Figure 21: Démocrates insatisfaits et satisfaits | 34 pays | 2016/2018**



## Conclusions

Ces résultats entraînent des implications aussi positives que négatives sur l'état de la démocratie en Afrique. Quand bien même de grandes majorités d'Africains offrent leur soutien indéfectible à divers aspects du régime démocratique dans leurs réponses à des questions spécifiques de l'enquête, des proportions beaucoup plus petites – certainement pas plus de la moitié de tous les répondants – sont constamment démocratiques sur un éventail de questions. Au-delà des moyennes continentales, les attitudes pro-démocratiques sont répandues dans certains pays (tels que la Zambie et Maurice) mais dangereusement sporadiques dans d'autres (tels que le Lesotho, la Tunisie, et l'eSwatini).

Quand bien même les appréciations par les Africains de l'état de la gouvernance démocratique dans leur propre pays ont tendance à correspondre aux appréciations expertes, beaucoup de gens surévaluent la qualité de leur démocratie. Et même si le public dans la plupart des pays dit avoir moins de démocratie qu'ils n'en veulent, dans plusieurs autres sociétés plus de personnes pensent avoir plus de démocratie qu'ils n'en veulent réellement. En effet, beaucoup de démocrates apparemment engagés expriment leur satisfaction avec le progrès des régimes partiellement démocratiques.

À bien des égards, la qualification par Michael Bratton en 2002 de l'engagement des Africains envers la démocratie comme « vaste mais peu profond » tient toujours presque deux décennies plus tard. La « profondeur » de l'enthousiasme nominal envers la démocratie constitue pour les dirigeants une motivation au maintien des élections multipartites, à la tolérance des partis d'opposition et des organisations de la société civile, et au respect des dispositions constitutionnelles – y compris la limitation des mandats – ainsi qu'à leur toilettage, lorsqu'ils le jugent nécessaire, par voie de législation.

Dans le même temps, le caractère « superficiel » de l'engagement inconstant envers la démocratie permet aux dirigeants élus de beaucoup de pays de harceler les groupes d'opposition, réduire les espaces démocratiques de discussions, et restreindre les droits et libertés, alors même qu'ils continuent d'organiser des élections dites multipartites.

## Références

- Bratton, M. (2002). Wide but shallow: Popular support for democracy in Africa. Document de Travail Afrobaromètre No. 19. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo19.pdf>.
- Bratton M., Mattes, R., & Gyimah-Boadi, E. (2005). *Public opinion, democracy, and market reform in Africa*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Diamond, L. (2015). Facing up to the democratic recession. *Journal of Democracy*, 26(1), 141-155.
- Chaligha, A., Mattes, R., Bratton, M., & Davids, Y. D. (2002). Uncritical citizens or patient trustees? Tanzanians' views of political and economic reform. Document de Travail Afrobaromètre No. 18. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo18.pdf>.
- Cheeseman, N. (2019). A divided continent – BTI 2018 regional report Africa. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung. <https://dx.doi.org/10.11586/2019009>.
- Economist. (2018). Democracy continues its disturbing retreat. Economist. 31 Janvier.
- Freedom House. (2018). *Freedom in the World 2018: Democracy in crisis*. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2018>.
- Greenberg, A., & Mattes, R. (2013). Does the quality of elections affect the consolidation of democracy? Dans M. Bratton (Ed.), *Voting and Democratic Citizenship in Africa*, pages 239-252. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- Gunther, R., Montero, J. R., & Torcal, M. (2006). Democracy and intermediation: Some attitudinal and behavioral indicators. Dans R. Gunther, J. R. Montero, & H. J. Puhle (Eds.), *Democracy, Intermediation and Voting on Four Continents*, pages 29-76. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Jakli, J., Fish, S., & Wittenberg, J. (2018) A decade of democratic decline and stagnation. Dans C. Haerpfer, P. Bernhagen, R. Inglehart, & C. Welzel (Eds.), *Democratization*, 2<sup>nd</sup> ed, pages 267-282. Oxford: Oxford University Press.
- Jiménez, M. (2017). Is democracy in a worldwide decline? Nope. Here's our data. Washington Post Monkey Cage, 15 Novembre.
- Keulder, C., & Wiese, T. (2005). Democracy without democrats: Results from the 2003 Afrobarometer survey in Namibia. Document de Travail Afrobaromètre No. 47. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo47.pdf>.
- Levitsky, S. (2015). The myth of democratic recession. *Journal of Democracy*, 26(10), 45-58.
- Logan, C., & Mattes, R. (2012) Democratizing the measurement of the quality of democracy: Public opinion data and the evaluation of African political regimes. *European Political Science*, 11(4), 469-491.
- Lührmann, A., Mechkova, V., & Wilson, M. (2017). Is democracy on the decline? Not as much as some pundits want you to believe. Washington Post Monkey Cage. 26 juin.
- Lührmann, A., Mechkova, V., Dahlum, S., Maxwell, L., Olin, M., Petrarca, C. S., Sigman, R., Wilson, M. C., & Lindberg, S. I. (2018). State of the world 2017: Autocratization and exclusion? *Democratization*, 25(8), 1321-1340. <https://doi.org/10.1080/13510347.2018.1479693>.
- Mainwaring, S., & Perez-Linan, A. (2013). Lessons from Latin America: Democratic breakdown and survival. *Journal of Democracy*, 34(2), 123-137.
- Mattes, R. (2014). Popular perceptions of electoral integrity in Africa. Dans P. Norris, R. Frank, & F. Martinez I Coma (Eds.), *Advancing Electoral Integrity*, pages 211-228. New York: Oxford University Press.
- Mattes, R. (2019, forthcoming). Public opinion and democratic legitimacy in Africa. Dans G. Lynch & P. VanDoepp (Eds.), *Routledge Handbook of Democratization in Africa*. London: Routledge.

- 
- Mattes, R., & Shenga, C. (2013). Uncritical citizenship in a low-information society: Mozambicans in comparative perspective. Dans M. Bratton (Ed.), *Voting and Democratic Citizenship in Africa*, pages 159-178. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- McFaul, M. (2002). The fourth wave of democracy and dictatorship: Noncooperative transitions in the post-communist world. *World Politics*, 54(2), 212-244.
- Mounk, Y. (2018). *The people vs. democracy: Why our freedom is in danger and how to save it*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Przeworski, A. et al. (1995). *Sustainable democracy*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Qi, L., & Shin, D. C. (2011). How mass political attitudes affect democratization: Exploring the facilitating role critical democrats play in the process. *International Political Science Review*, 32(3), 245-262.
- Skaaning, S.-E., & Jiménez, M. (2017). The global state of democracy, 1975-2015. Dans *The Global State of Democracy: Exploring Democracy's Resilience*. International Institute for Democracy. <https://www.idea.int/gsod/files/IDEA-GSOD-2017-REPORT-EN.pdf>.
- Temin, J. (2017). Somalia and the limits of U.S. bombing. New York Times. 25 mai. <https://www.nytimes.com/2017/05/25/opinion/somalia-al-shabaab-us-airstrikes.html>.

## Annexe

**Tableau A.1: Dates des travaux de terrain au titre du Round 7 et précédents rounds d'enquêtes d'Afrobaromètre**

Pays	Travaux de terrain au titre du Round 7	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Août - septembre 2018	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015
<b>Bénin</b>	Décembre 2016 - janvier 2017	2005, 2008, 2011, 2014
<b>Botswana</b>	Juin - juillet 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Burkina Faso</b>	Octobre 2017	2008, 2012, 2015
<b>Cabo Verde</b>	Novembre - décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2011, 2014
<b>Cameroun</b>	Mai 2018	2013, 2015
<b>Côte d'Ivoire</b>	Décembre 2016 - janvier 2017	2013, 2014
<b>eSwatini (Swaziland)</b>	Mars 2018	2013, 2015
<b>Gabon</b>	Novembre 2017	2015
<b>Gambie</b>	Juillet - août 2018	N/A
<b>Ghana</b>	Septembre 2017	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Guinée</b>	Mai 2017	2013, 2015
<b>Kenya</b>	Septembre - octobre 2016	2003, 2005, 2008, 2011, 2014
<b>Lesotho</b>	Novembre - décembre 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Libéria</b>	Juin - juillet 2018	2008, 2012, 2015
<b>Madagascar</b>	Janvier - février 2018	2005, 2008, 2013, 2015
<b>Malawi</b>	Décembre 2016 - janvier 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Mali</b>	Février 2017	2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014
<b>Maroc</b>	Mai 2018	2013, 2015
<b>Maurice</b>	Octobre - novembre 2017	2012, 2014
<b>Mozambique</b>	Juillet - août 2018	2002, 2005, 2008, 2012, 2015
<b>Namibie</b>	Novembre 2017	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014
<b>Niger</b>	Avril - mai 2018	2013, 2015
<b>Nigéria</b>	Avril - mai 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015
<b>Ouganda</b>	Décembre 2016 – janvier 2017	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Juillet 2018	2015
<b>Sénégal</b>	Décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2013, 2014
<b>Sierra Leone</b>	Juillet 2018	2012, 2015
<b>Soudan</b>	Juillet – août 2018	2013, 2015
<b>Tanzanie</b>	Avril - juin 2017	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Togo</b>	Novembre 2017	2012, 2014
<b>Tunisie</b>	Avril - mai 2018	2013, 2015
<b>Zambie</b>	Avril 2017	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014
<b>Zimbabwe</b>	Janvier - février 2017	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014

# AFRO



## BAROMÈTRE

1999-2019

20 ans à donner la parole aux Africains



**Robert Mattes** est cofondateur et conseiller principal d'Afrobaromètre. Il est également professeur au sein du School of Government and Public Policy de l'Université de Strathclyde et professeur honoraire au sein de l'Institute for Democracy, Citizenship and Public Policy de l'Université du Cap.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays Africains. La coordination est assurée par le centre pour le développement démocratique (CDD) au Ghana, l'institut pour la justice et la réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'institut des études en développement (IDS) de l'université de Nairobi au Kenya, et l'institut pour la recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin. L'université d'Etat du Michigan (MSU) et l'université du Cap (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica**.



**Photo de couverture:** Adaptée d'une photographie de Jan Truter prise lors d'un mouvement de grève de prestataires de services à Standerton en Afrique du Sud.  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/legalcode>, via flickr.com.

Contact: [robert.mattes@strath.ac.uk](mailto:robert.mattes@strath.ac.uk)